

Rapport sur les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent menant au terrorisme



Rapport sur les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent menant au terrorisme

Paul Gill, Zoe Marchment
et Caitlin Clemmow

Édition anglaise :

*Report on factors driving violent
extremism leading to terrorism.*

*Les points de vue exprimés dans cet ouvrage
n'engagent que le ou les auteurs et ne reflètent pas
nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.*

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit :

« © Conseil de l'Europe, année de publication ».

Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Division publications et identité visuelle (DPIV), Conseil de l'Europe (F-67075 Strasbourg Cedex, ou publishing@coe.int).

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée à la Direction générale des droits humains et de l'État de droit, Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex, courriel : dgi-cdct@coe.int

Conception de la couverture et mise en page :
Division publications et identité visuelle (DPIV)

Photo de couverture : Shutterstock

© Conseil de l'Europe, avril 2026

Table des matières

RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	6
FACTEURS SYSTÉMIQUES DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	7
Défaillance de la gouvernance et exclusion politique	8
Inégalités socio-économiques et marginalisation	8
Conflits, interventions étrangères et griefs mondiaux	8
Menaces contre l'identité culturelle et polarisation sociale	8
Écosystèmes numériques et progrès technologiques	9
Cohésion sociale et normes morales	9
FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX À L'ORIGINE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	10
Mécanismes cognitifs : influencer la manière dont les individus pensent et se sentent	11
Mécanismes moraux : modifier la notion du bien et du mal	11
Mécanismes d'attachement : créer des liens émotionnels qui renforcent l'extrémisme	11
Affaiblissement des mécanismes de contrôle social ou remplacement des normes et du contrôle	12
FACTEURS D'EFFETS DE SÉLECTION ET FACTEURS DÉTERMINANTS DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	13
FACTEURS INDIVIDUELS À L'ORIGINE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT	15
Facteurs sociodémographiques	16
Comportements parallèles comme facteurs déterminants	19
Attitudes et croyances : des catalyseurs	21
Influences déstabilisantes comme facteurs déterminants	25
CONCLUSION	31
Implications politiques	32
RÉFÉRENCES	35
ANNEXE – ÉTUDES EMPIRIQUES INCLUSES	39
À PROPOS DES AUTEURS	43

Résumé

Le présent rapport synthétise les données factuelles sur les facteurs à l'origine du passage de l'extrémisme violent au terrorisme. Après avoir examiné quatre ensembles de facteurs susceptibles d'avoir une incidence en la matière, le rapport aboutit aux conclusions générales suivantes, qui présentent un intérêt direct pour l'élaboration des politiques à mener.

1. Il n'existe pas de facteur unique à l'origine de l'extrémisme violent, ni de profil type des personnes qui y adhèrent. La prévention passe par la prise en compte des griefs structurels, le renforcement de la résilience communautaire et le soutien aux personnes à risque. Les données disponibles soulignent l'intérêt des interventions précoces et adaptées, ainsi que des partenariats multisectoriels.
2. L'extrémisme violent tend à se développer lorsque les systèmes politiques, économiques et sociaux ne répondent pas aux besoins des citoyens. Pour lutter contre ces facteurs systémiques, des mesures durables sont indispensables : renforcer la gouvernance inclusive et l'État de droit, réduire l'exclusion socio-économique par l'emploi et l'éducation, protéger les droits des minorités, favoriser le dialogue interculturel et lutter contre les discours polarisants. La réglementation des plateformes en ligne, associée à des investissements en faveur de la culture numérique, contribue à réduire la diffusion de contenus extrémistes. Le renforcement de la cohésion sociale et de la confiance dans les institutions immunise davantage les sociétés contre les discours extrémistes.
3. Bien qu'aucun environnement ne soit intrinsèquement propice à la radicalisation, certains espaces physiques et virtuels peuvent devenir un terrain fertile lorsque les vulnérabilités individuelles se conjuguent à des dynamiques sociales permissives et à une exposition idéologique. Une prévention efficace va donc au-delà du simple retrait de contenus ou de la poursuite judiciaire d'individus. Les décideurs politiques doivent promouvoir l'esprit critique, la résilience et l'éducation aux médias, fournir des discours moraux inclusifs, soutenir les liens affectifs sains (par exemple, à travers le mentorat des jeunes) et renforcer les mécanismes formels et informels de contrôle social dans les espaces physiques et numériques.
4. Le recrutement au sein des groupes extrémistes violents est sélectif et stratégique. Les recruteurs ciblent sciemment les personnes sensibles aux arguments idéologiques, qui possèdent des compétences précieuses, occupent des rôles sociaux influents ou vivent dans des environnements propices à la radicalisation. Les programmes d'intervention précoce doivent donc s'adresser aux mêmes groupes démographiques et aux mêmes espaces, en proposant des voies alternatives et un soutien. Le suivi des schémas de recrutement peut permettre de prendre des mesures préventives. Apporter un soutien lors des transitions de la vie, telles que la migration, le deuil ou la perte d'emploi, peut réduire la vulnérabilité. Les interventions personnalisées qui répondent à des griefs et à des aspirations spécifiques sont essentielles pour contrer les messages de recrutement sur mesure.
5. Au niveau individuel, plusieurs groupes de facteurs de risque sont corrélés à l'extrémisme violent. Aucun d'entre eux n'est prédictif à lui seul ; ce sont plutôt les combinaisons de vulnérabilités et de déclencheurs situationnels qui augmentent la probabilité d'engagement. Les interventions doivent tenir compte de ce risque cumulatif, en offrant aux jeunes des possibilités de développement, une aide à l'emploi, des services de santé mentale, des soins adaptés aux traumatismes et un traitement contre la toxicomanie. Les initiatives communautaires peuvent favoriser la création de réseaux prosociaux et offrir des identités et des missions alternatives. Les réponses adaptées doivent également tenir compte du genre, de l'âge, du contexte culturel et de la nature de l'implication, qu'il s'agisse de violence directe ou de rôles de soutien.

Introduction

Le présent rapport donne un aperçu des facteurs à l'origine de l'extrémisme violent. Il s'appuie sur les dernières recherches pour éclairer l'évaluation des risques, les stratégies de prévention et les méthodes de gestion des cas, conformément à la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme (2023-2027), en mettant particulièrement l'accent sur : *a.* l'amélioration de la détection précoce et de la prévention, *b.* la promotion d'interventions fondées sur des données probantes et respectueuses des droits, *c.* le renforcement de la coopération interinstitutionnelle et transfrontalière, *d.* le soutien à des réponses adaptées aux différentes formes d'extrémisme violent, *e.* le renforcement des capacités des États membres.

Le rapport synthétise les données actuelles sur les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent et cherche à identifier les facteurs situationnels, contextuels, personnels, psychologiques et sociaux les plus couramment associés aux personnes qui basculent dans le terrorisme. Le rapport n'a pris en compte que les études publiées dans des revues évaluées par des pairs et celles couvrant l'extrémisme violent conduisant au terrorisme à travers tout le spectre idéologique, dans la mesure où les recherches existantes le permettaient. Alors que la menace terroriste évolue sur la portée et la diversité des motivations idéologiques, il est important que toute réponse repose sur des éléments probants et protège les communautés et les individus tout en préservant la liberté d'expression, de pensée et de circulation. En synthétisant les données probantes, le rapport contribue à l'élaboration de mesures antiterroristes fondées sur des éléments concrets. Cette approche s'éloigne des discours simplistes et remet en question les explications qui se limitent à une « cause unique » selon lesquelles l'idéologie, la maladie mentale ou l'exposition en ligne à des contenus favorisant la radicalisation seraient les seules responsables de l'extrémisme violent.

Le rapport souligne que les meilleures données scientifiques dans ce domaine démontrent que l'extrémisme violent est généralement la conséquence de l'agrégation de multiples facteurs. Il s'agit d'un phénomène complexe qui exige des réponses multidimensionnelles. Les résultats soulignent l'importance d'une action précoce pour enrayer la dérive vers l'extrémisme violent. En mettant en évidence les facteurs qui contribuent à l'extrémisme violent, le rapport permet de prendre des décisions plus éclairées et proportionnées quant au moment et à la manière d'agir (et quant aux acteurs qui doivent agir). La diversité et la variété des facteurs soulignent également l'importance d'une collaboration multipartite entre les forces de l'ordre, les services de santé mentale, les services éducatifs, les services sociaux, les institutions nationales des droits humains et la société civile. Une compréhension claire et commune des rôles fonctionnels de ces facteurs permet une coopération plus efficace.

Le rapport examine les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent à travers une série d'unités d'analyse distinctes, mais interdépendantes. Il prend tout d'abord en compte les facteurs systémiques (par exemple les contextes politiques, économiques et culturels) qui contribuent à l'extrémisme violent. Deuxièmement, il analyse ensuite les environnements et les lieux dans lesquels les individus sont plus susceptibles d'être exposés à des extrémistes violents et à leurs discours favorisant la radicalisation. Troisièmement, il met en évidence les nouveaux éléments probants relatifs aux caractéristiques que les recruteurs recherchent généralement chez les recrues potentielles (par exemple les effets de sélection qui favorisent l'extrémisme violent). Quatrièmement, il examine les facteurs de risque qui poussent les individus à adopter un comportement extrémiste violent ou à adhérer aux attitudes et croyances extrémistes violentes.

Facteurs systémiques de l'extrémisme violent

L'extrémisme violent ne surgit pas de nulle part. Il est le fruit d'une interaction complexe entre les conditions structurelles, la dynamique sociale et les vulnérabilités individuelles, façonnées au fil du temps par l'héritage historique, les systèmes politiques et les évolutions technologiques. Alors que le discours populaire cherche souvent à identifier une « cause fondamentale » unique, les recherches montrent systématiquement que l'extrémisme violent se développe lorsque plusieurs facteurs se conjuguent : érosion de la confiance du public, exacerbation des griefs et terrain fertile pour les idéologies radicales. Il est essentiel de comprendre la complexité de ces facteurs pour élaborer des stratégies de prévention et d'intervention efficaces.

Fondamentalement, l'extrémisme violent se nourrit de l'effondrement de la légitimité. Lorsque les systèmes politiques ne parviennent pas à gouverner de manière inclusive, à rendre justice ou à répondre aux besoins de leurs citoyens, ils ouvrent la voie à de nouvelles structures de pouvoir – souvent de nature extrémiste – qui cherchent à asseoir leur crédibilité. Une gouvernance faible, la répression et la corruption sapent l'autorité de l'État, générant un sentiment d'abandon ou de trahison que les acteurs extrémistes violents exploitent. Dans ces situations, la violence est souvent présentée comme un moyen légitime, voire nécessaire, d'obtenir réparation.

Les défaillances politiques sont toutefois rarement seules en cause. Les inégalités socio-économiques et la marginalisation systémique peuvent renforcer le sentiment d'exclusion, en particulier chez les jeunes et les groupes minoritaires. Le manque de débouchés, le chômage persistant et les obstacles discriminatoires contribuent à éroder le sentiment d'appartenance et les perspectives d'ascension sociale. Les discours extrémistes savent habilement transformer ces frustrations matérielles en luttes identitaires, offrant à leurs adeptes à la fois une mission personnelle et une cause collective. Ainsi, les inégalités structurelles ne coexistent pas simplement avec l'exclusion politique – elles amplifient son impact.

L'extrémisme violent est également influencé par le contexte géopolitique général. Les conflits en cours, les interventions militaires étrangères et les occupations créent une instabilité qui non seulement radicalise les personnes directement touchées, mais génère également des « griefs mondiaux ». Ces discours, souvent formulés sur le plan de la victimisation collective ou de l'indignation morale, transcendent les frontières et inspirent la solidarité avec des causes lointaines. Les mouvements extrémistes violents issus d'une grande variété d'influences idéologiques utilisent ces griefs pour mobiliser leurs partisans, en présentant les luttes locales comme faisant partie d'une lutte mondiale entre le bien et le mal.

Les menaces qui pèsent sur l'identité culturelle constituent un autre facteur puissant. Dans des périodes de changements sociaux rapides, de migration ou de sentiment de dilution culturelle, les visions du monde du « nous contre eux » prennent de l'ampleur. Lorsque les débats sur l'intégration et la diversité se polarisent, la cohésion sociale se fracture et rend les individus plus réceptifs aux idéologies exclusives et extrémistes. Ces sentiments sont souvent renforcés par le traitement médiatique et le discours politique, qui transforment les inquiétudes culturelles en catalyseurs de radicalisation.

Ces dernières années, les plateformes numériques ont amplifié ces dynamiques. La portée, la rapidité et le pouvoir de persuasion des écosystèmes en ligne permettent aux acteurs extrémistes violents de contourner les garde-fous traditionnels, de diffuser leur propagande, de constituer des communautés et de coordonner leurs actions à travers les continents. Les nouvelles technologies telles que les trucages vidéo ultraréalistes (deepfakes) et les outils de recrutement fondés sur l'IA réduisent les obstacles à l'influence, permettant ainsi aux visions extrémistes violentes du monde de se propager avec un minimum de contrôle ou de réglementation.

Enfin, l'affaiblissement de la cohésion sociale et des normes morales prive les sociétés de leur résilience. Lorsque la confiance dans les institutions ainsi qu'entre les individus se détériore, les individus perdent les ancrages sociaux qui limitent la violence. Dans de tels environnements, les discours extrémistes violents rencontrent moins de résistance et exercent un plus grand attrait.

Mis ensemble, ces facteurs interdépendants (politiques, économiques, culturels, technologiques et sociaux) forment un environnement dans lequel l'extrémisme violent peut prendre racine et prospérer. Les sections suivantes examinent chacun de ces facteurs, en soulignant comment ils opèrent à la fois indépendamment et de manière combinée pour façonner le paysage extrémiste violent contemporain.

Défaillance de la gouvernance et exclusion politique

La défaillance de la gouvernance, la répression politique, la corruption et l'inaction des institutions minent la confiance et la légitimité des citoyens et servent de moteurs à l'extrémisme violent (ONUDC 2018). Plus précisément, la délégitimation favorise la méfiance et l'aliénation, que les acteurs extrémistes exploitent en se présentant comme des alternatives à des systèmes défaillants ou injustes (Bouhana 2019). De même, la faible capacité de l'État et la défaillance de l'État de droit peuvent favoriser l'extrémisme violent, en particulier lorsque les institutions sont fragiles, notamment en fournissant souvent un lieu physique aux groupes extrémistes (LaFree *et al.* 2018). Au fil du temps, le déclin des institutions sape les structures normatives qui préviennent la violence, permettant ainsi à des conceptions morales déviantes du monde (y compris celles des extrémistes violents) de s'imposer (Bouhana 2019).

Inégalités socio-économiques et marginalisation

Un taux de chômage élevé, la pauvreté, une mobilité sociale faible ou bloquée et l'exclusion systémique (en particulier chez les jeunes et les minorités) sont autant de facteurs qui exacerbent les griefs, ce qui alimente et renforce l'attrait des discours extrémistes (ONUDC 2018). Plus précisément, les inégalités socio-économiques peuvent favoriser un sentiment de frustration lorsqu'elles se conjuguent à des expériences de discrimination ou de marginalisation, ce qui suscite une quête de sens et d'autonomie (Allan *et al.* 2015). Les discours extrémistes sont intentionnellement construits pour répondre à ces besoins, encourageant ainsi l'extrémisme violent. En outre, les inégalités socio-économiques conduisent souvent à l'exclusion sociale, les personnes concernées étant incapables de prendre part à la société par manque de ressources matérielles. L'exclusion contribue non seulement à faire naître des griefs, mais aussi à provoquer des crises identitaires, souvent présentées à travers un discours qui évoque l'humiliation et l'absence de sens (Obaidi *et al.* 2025). Lorsque ces inégalités s'institutionnalisent, les discours extrémistes violents qui promettent d'y remédier deviennent plus attrayants.

Conflits, interventions étrangères et griefs mondiaux

Les conflits, les interventions militaires et les occupations étrangères peuvent contribuer à créer des macroenvironnements propices à l'extrémisme (ONUDC 2018). L'instabilité régionale persistante sert à la fois de lieu direct de radicalisation et de point de référence pour les extrémistes qui encouragent la mobilisation transnationale en faveur de la violence (*ibid.*). Ces conflits font naître des griefs mondiaux issus de récits de victimisation collective et d'injustice, que les extrémistes manipulent pour légitimer la violence. Ces griefs mondiaux peuvent susciter l'indignation morale et la solidarité avec ceux qui sont perçus comme des endogroupes (y compris les groupes extrémistes), en particulier lorsqu'ils sont aggravés par un vécu de marginalisation (Obaidi *et al.* 2025). Par exemple, l'intervention étrangère peut alimenter les griefs mondiaux et être utilisée pour mobiliser la violence. Les conflits étrangers peuvent également entraîner ce que l'on appelle les « retombées du conflit ». Ainsi, les flux de réfugiés qui se dirigent vers les pays européens sont manipulés par des groupes extrémistes (d'extrême droite) afin d'exacerber les griefs existants, en jouant sur une dynamique du « nous contre eux » et en étendant l'impact du conflit à l'échelle mondiale. Cette présentation mondiale des griefs crée une résonance avec les discours extrémistes violents, en donnant aux individus le sentiment de participer à une cause morale ou politique plus vaste.

Menaces contre l'identité culturelle et polarisation sociale

La perception d'une érosion de l'identité religieuse, culturelle ou nationale alimente les idéologies du « nous contre eux », légitimant les discours extrémistes (Obaidi *et al.* 2025). Les débats sociétaux sur l'intégration, l'immigration et le multiculturalisme peuvent devenir très polarisés, ce qui érode la cohésion sociale et renforce la dynamique du « nous et eux » (*ibid.*). Dans de tels environnements, les idéologies extrémistes violentes peuvent offrir un sentiment d'appartenance et un but aux individus qui se sentent menacés dans leur existence même. Le sentiment d'exclusion systémique de l'identité nationale est souvent renforcé par les récits médiatiques et le discours public, qui contribuent collectivement à l'aliénation et à la radicalisation (Vergani *et al.* 2020). Les griefs culturels se recoupent souvent avec des conditions structurelles, telles que la discrimination et l'exclusion, une combinaison qui augmente la vulnérabilité à l'extrémisme violent.

Écosystèmes numériques et progrès technologiques

Les plateformes numériques ont la capacité de répondre aux besoins psychologiques fondamentaux d'une personne, tels que la réussite, la liberté, le divertissement et l'appartenance (Hutmacher et Appel, 2023). L'essor des plateformes numériques non réglementées a amplifié la portée et l'intensité des messages extrémistes (Bouhana 2019). De plus, les progrès technologiques créent des occasions nouvelles et imprévisibles pour les extrémistes, qui peuvent désormais toucher un public mondial, rapidement et de manière plus convaincante. Les hypertrucages (deepfakes) utilisés pour manipuler les griefs mondiaux, la propagande générée par l'IA pour cibler et recruter des personnes vulnérables, et les chatbots qui font écho aux visions extrémistes du monde ne sont que quelques exemples de la manière dont la technologie contribue à créer un écosystème propice à l'extrémisme violent. L'incapacité des institutions à réglementer les contenus numériques préjudiciables permet l'érosion des frontières normatives qui limitent la violence, créant ainsi un environnement où la violence est acceptable et justifiée, en particulier lorsque les discours extrémistes violents font des propositions simples et émotionnellement convaincantes à des griefs complexes (*ibid.*).

Cohésion sociale et normes morales

Lorsque les liens communautaires et les valeurs morales communes se détériorent, les sociétés deviennent plus vulnérables à l'extrémisme (Bouhana 2019). L'absence de réseaux sociaux solides, d'institutions civiques fiables et de normes collectives affaiblit la résilience de la société. Dès lors que ces mécanismes de protection sont sous-développés, les individus deviennent plus réceptifs aux discours extrémistes violents, en particulier s'ils sont isolés ou de plus en plus exposés à l'extrémisme violent. À mesure que ces structures de protection s'effondrent, la violence peut devenir non seulement concevable, mais aussi moralement justifiée (*ibid.*).

Facteurs environnementaux à l'origine de l'extrémisme violent

Les individus adoptent les valeurs et les comportements des milieux dans lesquels ils évoluent. Ces environnements peuvent être physiques (par exemple les communautés de personnes, les écoles, les lieux de travail, les quartiers) ou entièrement virtuels, comme les plateformes de réseaux sociaux, les communautés de jeux vidéo ou les forums en ligne. Aucun environnement ne favorise intrinsèquement la radicalisation, mais certains environnements deviennent propices à l'extrémisme lorsqu'ils se combinent à des vulnérabilités personnelles (par exemple une personnalité influençable), à des dynamiques sociales (par exemple un contexte systémique qui renforce les griefs) ou à une exposition idéologique (Bouhana 2019).

Si certains facteurs de risque convergent, des environnements tels que les prisons et les écoles peuvent créer des conditions propices à la radicalisation des individus. Cependant, bien que certaines situations telles que la surpopulation carcérale puissent amplifier les conditions propices, aucun élément concret ne permet d'affirmer que la radicalisation est répandue dans les prisons (Bouhana 2019 ; Hamm 2013). Les recruteurs exploitent parfois de manière stratégique l'environnement carcéral (Silke 2014) ; de même, si la plupart des lieux de culte ne favorisent pas la radicalisation, certains peuvent être détournés par des extrémistes violents et leurs réseaux informels. Il n'existe pas non plus de preuves solides ou cohérentes indiquant que les établissements d'enseignement favorisent la radicalisation. L'enseignement supérieur, par exemple dans les universités, peut faciliter l'exploration politique et idéologique, y compris l'exposition à des opinions extrémistes (O'Donnell 2016). Cependant, la radicalisation dans l'enseignement supérieur est principalement liée à des groupes ou réseaux informels, et non à l'établissement lui-même (McGlynn et McDaid 2019). De même, les environnements communautaires peuvent devenir des « foyers de radicalisation » lorsque des groupes extrémistes violents y prennent pied. Une étude menée auprès de terroristes suicidaires ayant échoué a révélé que 77,1 % des 35 participants interrogés avaient indiqué que leur groupe était très actif dans la communauté où ils avaient grandi (Pritchett et Moeller 2022).

Les familles des terroristes blessés, tués ou capturés, ont bénéficié d'une aide économique et d'une attention considérables. Cela a renforcé le soutien populaire en faveur des attentats. Les auteurs d'attaques armées étaient considérés comme des héros, et leurs familles recevaient une aide matérielle importante, notamment la construction de nouvelles maisons pour remplacer celles que les autorités israéliennes avaient détruites en représailles aux actes terroristes (*ibid.*).

Bien qu'il soit difficile de distinguer les facteurs hors ligne des facteurs en ligne dans ce processus, le niveau de radicalisation en ligne suscite de plus en plus d'inquiétudes (Europol 2024). Les forums en ligne et les groupes sur les réseaux sociaux peuvent servir d'incubateurs pour les discours extrémistes en apportant un soutien social et une validation aux opinions radicales (Conway 2016). De plus, les algorithmes des réseaux sociaux peuvent spécifiquement amplifier certains contenus, créant ainsi des chambres d'écho dans lesquelles les utilisateurs sont principalement exposés à des contenus qui renforcent leurs convictions existantes (Bakshy *et al.* 2015). Cette forme de désinformation renforcée peut normaliser la rhétorique violente et la faire considérer comme un comportement acceptable, voire attendu (Dalgaard-Nielsen 2010). L'« adoucissement » des contenus extrémistes par le biais des plateformes de jeux et les mêmes est particulièrement préoccupant pour les jeunes (Europol 2024).

Pour Bouhana (2019), certains environnements peuvent favoriser l'extrémisme violent par le biais de quatre mécanismes : cognitifs, moraux, affectifs et de contrôle social. Chacun de ces mécanismes joue un rôle dans la façon de penser des individus, ce qu'ils considèrent comme moralement acceptable, les personnes en qui ils ont confiance et la manière dont leur comportement est régulé. Comprendre ces mécanismes peut aider les décideurs politiques à concevoir des interventions plus efficaces. Les mesures de lutte contre l'extrémisme violent ne doivent pas se limiter à supprimer les contenus préjudiciables, à arrêter des individus ou à réprimer

les environnements favorisant la radicalisation. Elles devraient également : *a.* renforcer la résilience des communautés et la capacité à faire preuve d'esprit critique, *b.* promouvoir un discours moral inclusif qui offre des solutions positives aux valeurs extrémistes violentes, *c.* favoriser des liens sociaux sains et prosociaux, en particulier pour les personnes vulnérables, *d.* renforcer les mécanismes formels et informels de contrôle social dans les espaces physiques et numériques. En s'attaquant à ces conditions propices de manière conjointe, au lieu de les traiter isolément, il devient possible de réduire l'attrait et l'influence des environnements extrémistes violents, en ligne et hors ligne. La section suivante examine chacun des quatre mécanismes.

Mécanismes cognitifs : influencer la manière dont les individus pensent et se sentent

Les environnements propices à l'extrémisme violent présentent souvent des caractéristiques qui rendent les individus plus réceptifs aux nouvelles idées, en particulier à celles qui sont associées à des émotions fortes ou à des convictions morales. Ils captent l'attention, encouragent la concentration sur certains messages et atténuent la fidélité des individus aux valeurs auxquelles ils sont attachés. Un certain nombre d'états émotionnels et psychologiques rendent les individus plus ouverts à l'adoption de nouveaux systèmes moraux, notamment : *a.* le sentiment d'impuissance face aux difficultés politiques, économiques ou personnelles, *b.* la conviction que sa vie a peu de valeur ou d'impact, *c.* le sentiment d'être menacé, que ce soit par un danger physique, un changement social ou des ennemis perçus, *d.* la conviction d'avoir été traité de manière injuste, *e.* le sentiment d'être exclu socialement ou politiquement ou dissocié de la société dans son ensemble, *f.* le sentiment de voir sa position dans la société décliner par rapport à celle des autres. Ces vécus peuvent ébranler la confiance d'une personne dans ses propres « règles » morales et la pousser vers des choix extrémistes violents.

Il est important de noter que l'influence cognitive ne repose pas toujours sur des sentiments négatifs. Les milieux extrémistes peuvent également rendre leurs messages plus faciles à accepter en présentant des informations sous des formats familiers, avec des explications simples et sans difficulté intellectuelle. Les environnements en ligne utilisent des fonctionnalités addictives pour inciter les gens à revenir régulièrement, tandis que d'autres restreignent délibérément l'exposition aux opinions contraires. Au fil du temps, une exposition répétée et sans contestation renforce les idées extrémistes et réduit l'ouverture à d'autres points de vue.

Mécanismes moraux : modifier la notion du bien et du mal

Les espaces propices à l'extrémisme exposent les individus à des codes moraux qui soutiennent les idées et les comportements extrémistes. Ils permettent de communiquer, de discuter et de renforcer ces idées, en qualifiant souvent les actes extrémistes de moralement justifiés, voire nécessaires. Une approche courante consiste à présenter les systèmes moraux extrémistes comme supérieurs à tous les autres en les affirmant comme étant la seule ligne de conduite véritable ou juste. Ces idées sont souvent véhiculées par des récits puissants qui sont : *a.* transcendants, et abordent des questions profondes sur la vie, le but et le sens de l'existence, *b.* catégoriques, et présentent le monde en noir et blanc, sans compromis, et/ou *c.* normatifs, et dictent aux individus non seulement ce qu'ils doivent croire, mais aussi les actes qu'ils doivent accomplir. Cet élément normatif peut être particulièrement efficace pour attirer davantage les individus vers les mouvements extrémistes violents. Il leur donne un but, une voie claire à suivre et le sentiment de participer à une lutte qui a du sens.

Être soumis de manière répétée à ces messages peut conduire à leur normalisation. Les positions morales extrémistes, autrefois jugées très éloignées des normes sociales, commencent alors à être acceptables, voire attendues. Les plateformes en ligne peuvent accélérer ce processus grâce à des algorithmes qui créent des « bulles de filtrage », en présentant constamment aux utilisateurs des contenus qui confirment et renforcent leurs convictions extrémistes tout en filtrant les informations contraires.

Mécanismes d'attachement : créer des liens émotionnels qui renforcent l'extrémisme

L'influence sociale est plus forte lorsqu'elle provient de personnes qui sont chères et dignes de confiance. Pour la plupart des individus, les premiers agents de socialisation et les plus puissants sont les membres de la famille, en particulier les parents ou les tuteurs. La force de ces premières influences dépend en grande partie de la qualité du lien affectif entre l'individu et la personne qui en a la charge. Au fil du temps, les individus nouent d'autres liens étroits avec un réseau plus large d'amis. Ces relations peuvent façonner fortement les valeurs et les comportements, souvent plus que l'éducation formelle ou l'exposition aux médias.

Les espaces propices à l'extrémisme sont particulièrement efficaces lorsqu'ils favorisent les liens affectifs avec des personnes qui ont déjà des convictions extrémistes. Une fois ces relations établies, la vision extrémiste du monde n'est plus seulement un ensemble d'idées abstraites, elle fait partie intégrante d'une relation de confiance. Elle devient alors beaucoup plus persuasive et difficile à rejeter.

Un tel attachement peut se développer aussi bien dans des environnements physiques que virtuels. Dans les communautés extrémistes violentes en ligne, les membres se soutiennent souvent émotionnellement, célèbrent leurs identités communes et renforcent mutuellement leur engagement envers la cause. Ce sentiment d'appartenance peut être particulièrement attrayant pour les personnes qui se sentent exclues ou isolées dans leur vie hors ligne.

Affaiblissement des mécanismes de contrôle social ou remplacement des normes et du contrôle

Les environnements propices à l'émergence de l'extrémisme violent sont souvent dépourvus de contrôles sociaux efficaces (par exemple les règles, les normes et les mécanismes répressifs qui découragent les comportements préjudiciables). Cela peut se produire lorsque les autorités n'ont pas la capacité ou la volonté d'appliquer les normes légales, ou lorsque les acteurs extrémistes violents prennent eux-mêmes le contrôle de l'espace et établissent leurs propres règles. Dans de tels environnements, tant les systèmes formels (tels que les lois et les réglementations) que les systèmes informels (tels que la pression des pairs et les attentes de la communauté) peuvent soutenir les normes extrémistes plutôt que de s'y opposer. Il en résulte un environnement moral qui se renforce lui-même, dans lequel les discours et les comportements extrémistes violents ne sont pas remis en question.

Les espaces en ligne peuvent être particulièrement vulnérables. Certaines plateformes numériques et certains outils de communication cryptés sont difficiles à surveiller ou à réglementer pour les gouvernements. Dans ces espaces, les acteurs extrémistes violents peuvent agir sans craindre d'être poursuivis. Parallèlement, les citoyens peuvent cesser de contester les contenus extrémistes violents soit parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité pour le faire, soit parce que la culture de l'espace les en dissuade. La combinaison des possibilités technologiques, de l'absence de contrôle formel et de l'érosion des normes sociales informelles peut permettre aux discours extrémistes violents de se propager et de se normaliser plus rapidement que dans les environnements traditionnels hors ligne.

Facteurs d'effets de sélection et facteurs déterminants de l'extrémisme violent

Le recrutement des extrémistes violents est rarement aléatoire. Si les discours extrémistes sont souvent présentés comme des appels universels dans la pratique, (par exemple défendre « tous les membres » d'une religion, d'une ethnie ou d'une idéologie), les recruteurs prennent des décisions stratégiques pour savoir qui approcher, quand et comment. Ce processus produit des « effets de sélection », qui façonnent la composition démographique, psychologique et les compétences des mouvements extrémistes violents. Il est essentiel de comprendre ces effets de sélection pour concevoir des stratégies de prévention efficaces, car ils mettent en évidence les vulnérabilités et les atouts spécifiques que les recruteurs recherchent lorsqu'ils identifient des membres potentiels.

En matière d'extrémisme violent, le recrutement est un processus de filtrage actif dans lequel les acteurs extrémistes violents privilégient certains profils par rapport à d'autres. Les recruteurs extrémistes violents ont tendance à privilégier certaines personnes. Ces préférences découlent des objectifs, des ressources et des besoins opérationnels du groupe. Les recruteurs peuvent rechercher des personnes qui : *a.* sont plus susceptibles d'adhérer à une idéologie extrémiste violente, *b.* se trouvent dans des environnements propices au recrutement (par exemple les prisons, les zones de conflit, les sous-cultures en ligne), ou *c.* possèdent des compétences ou des positions sociales utiles. En ce qui concerne ce dernier point, ces compétences individuelles peuvent inclure une formation militaire ou au combat, une expertise technique, dans des domaines aussi divers que l'ingénierie, la cybersécurité ou la production de propagande, et l'accès à des environnements sensibles (par exemple le personnel des aéroports et les risques internes potentiels).

Les recruteurs ont recours à la fois à une approche large et à une intervention ciblée. Les effets de sélection se produisent souvent au moment où les contacts s'intensifient après une première exposition à des contenus favorisant la radicalisation. Les stratégies de recrutement consistent notamment à : *a.* observer : les recruteurs surveillent les comportements en ligne, assistent à des événements communautaires ou recueillent des informations dans les espaces sociaux afin d'identifier les personnes réceptives, *b.* tester l'engagement : les recruteurs augmentent progressivement les exigences idéologiques et comportementales afin de voir qui maintient son engagement, *c.* personnaliser l'approche : les recruteurs adaptent leurs discours aux griefs, à l'identité ou aux aspirations des recrues, et *d.* isoler les recrues : les recruteurs éloignent leurs cibles des discours contraires et les orientent vers des environnements contrôlés où règne une vision du monde extrémiste et violente.

Les recherches menées par les agences de sécurité, les études de cas et les universitaires montrent systématiquement que le recrutement est sélectif, stratégique et adapté au contexte. Les données suggèrent que les recruteurs ciblent souvent des personnes qui semblent avoir des griefs ou qui sont marginalisées, car celles-ci sont peut-être déjà à la recherche d'explications ou de solutions à leur mécontentement. Les recruteurs proposent des récits qui relient leur frustration personnelle à une lutte collective, en inscrivant leur souffrance personnelle dans le cadre d'une injustice plus générale. Les données montrent également que les recruteurs ont davantage tendance à cibler les jeunes, en particulier ceux qui se trouvent dans une phase de transition, car ils sont plus disposés à tenter de nouvelles expériences identitaires, ont un besoin d'appartenance et d'aventure plus marqué et sont moins stables dans leur vie personnelle et professionnelle.

Corner *et al.* (2016) ont réalisé des entretiens avec des recruteurs extrémistes violents en les interrogeant spécifiquement sur leurs critères de sélection. Les citations suivantes fournissent des informations supplémentaires sur les facteurs énumérés ci-après.

- ▶ Âge: « Nous recherchions donc des hommes célibataires, de préférence âgés de 18 à 25 ans. Les personnes de plus de 45 ans ne pouvaient généralement pas être recrutées, car elles étaient plus âgées... et sans doute moins dociles. »
- ▶ Connaissance de la situation locale: « [La décision relative à l'aptitude d'un individu] était presque toujours prise par les habitants de la région qui la connaissaient... Dans cette zone rurale, les gens connaissent ses grands-parents, ses parents et ses cousins, ils l'avaient côtoyé à l'école, ils l'avaient vu jouer au football, au rugby ou à d'autres sports... Si tu étais un garçon qui jouait au football et qui disait: « Je suis vraiment désolé, je ne voulais pas te faire mal », il n'était probablement pas fait pour ça. La plupart du temps, ils ne se trompaient pas, ça n'avait rien de compliqué. »
- ▶ Personnalité: « S'ils n'étaient pas dignes de confiance ou s'ils n'avaient pas la réputation de savoir garder un secret... nous ne voulions pas de personnes qui posent problème, nous ne voulions pas de personnes qui iraient raconter à d'autres ce qui se passait lors des réunions, ça aurait été tout de suite rédhibitoire. »
- ▶ Idéologie: « ... S'ils résistaient à notre idéologie, nous ne perdions pas notre temps. »
- ▶ Facteurs de risque latents: « Nous recherchions des enfants... ou des jeunes qui avaient des problèmes, car il était plus facile de leur promettre le paradis... On cherchait surtout des proies faciles. Ce qui comptait, c'était le nombre, pas nécessairement la qualité. Nous essayions de constituer une armée. Il s'agissait donc de trouver n'importe qui qui adhérerait facilement à notre idéologie. »
- ▶ « Il fallait surtout trouver un jeune qui traversait une période difficile, par exemple... un traumatisme familial... Je recherchais donc ces personnes... Il s'agissait de trouver des personnes en marge de la société, des personnes qui... se sentaient aliénées et marginalisées, et qui avaient un grief quelconque. »
- ▶ « Je pense qu'ils recherchent des personnes capables de mettre de côté la raison et la logique, comme les tromper en leur faisant croire à une raison ou une logique différentes pour aller faire des choses, donc je pense qu'ils recherchent des personnes vulnérables... Je veux dire, nous avons vraiment essayé de trouver des personnes brisées... Je veux dire, des personnes en crise d'identité... victimes d'abus, de toxicomanie, d'alcoolisme, de pauvreté familiale... ce genre de chose... Nous cherchions à les attirer dans notre famille. »

La section suivante examine les données probantes relatives à la prévalence de ces facteurs de risque et à leur influence sur l'extrémisme violent.

Facteurs individuels à l'origine de l'extrémisme violent

Les facteurs individuels sont probablement les facteurs qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'études empiriques au cours des dernières années. Cela s'explique à la fois par l'évolution de l'environnement des menaces (en particulier avec la montée du terrorisme solitaire) et par l'évolution de l'environnement politique (où les services d'intervention en amont ont besoin de données probantes sur les facteurs de risque à évaluer et à gérer). Cette section s'appuie sur les résultats de plus de 125 études empiriques publiées, dont 69 ont été publiées entre 2020 et 2025, 26 entre 2016 et 2019, 17 entre 2012 et 2015 et les 13 restantes entre 2000 et 2011. Plus de 25 types de facteurs différents mesurés d'une manière ou d'une autre dans les publications ont pu être identifiés.

Pour en faciliter la clarté, ces facteurs ont été regroupés en plusieurs types de domaines : sociodémographie, comportements et expériences parallèles, attitudes et croyances, influences sociales, influences déstabilisantes, indicateurs de terrorisme et facteurs de protection. Les données probantes sont synthétisées pour chaque facteur sur un certain nombre de questions, notamment si : *a.* leurs taux de prévalence ont été mesurés, *b.* des données officielles ou autodéclarées ont été utilisées pour les étudier, *c.* les résultats ont été obtenus dans plus d'un pays, *d.* les résultats ont été obtenus dans plus d'un cadre idéologique, *e.* des études comparées ont examiné ce facteur par rapport à différents résultats obtenus en matière de terrorisme, *f.* ce facteur a été examiné dans le cadre d'études menées sur des groupes témoins, *g.* la pertinence fonctionnelle des facteurs par rapport au résultat final a été étudiée.

Les preuves de cette relation sont évidentes (vert), mitigées ou issues d'une seule étude (jaune) ou non établies à ce jour (rouge), comme représenté dans le tableau suivant.

Tableau – Cartographie des facteurs déterminants

Facteur	Prévalence	Données officielles/ autodéclarées	Plusieurs pays	Plusieurs idéologies	Études comparées	Groupe témoin	Pertinence fonctionnelle
Âge	●	●	●	●	●	●	●
Enfants	●	●	●	●	●	●	●
Éducation	●	●	●	●	●	●	●
Emploi	●	●	●	●	●	●	●
Genre	●	●	●	●	●	●	●
Situation familiale	●	●	●	●	●	●	●
Statut socio-économique	●	●	●	●	●	●	●
Militantisme non violent	●	●	●	●	●	●	●
Susceptibilité cognitive	●	●	●	●	●	●	●
Criminalité	●	●	●	●	●	●	●
Griefs personnels	●	●	●	●	●	●	●
Expérience militaire	●	●	●	●	●	●	●
Attitudes	●	●	●	●	●	●	●
Émotions	●	●	●	●	●	●	●

Religiosité	●	●	●	●	●	●	●
Motivations	●	●	●	●	●	●	●
Réseaux sociaux	●	●	●	●	●	●	●
Logement	●	●	●	●	●	●	●
Santé physique	●	●	●	●	●	●	●
Facteurs de stress non précisés	●	●	●	●	●	●	●
Toxicomanie	●	●	●	●	●	●	●
Personnalité	●	●	●	●	●	●	●
Santé mentale / neurodiversité	●	●	●	●	●	●	●
Traumatismes de l'enfance	●	●	●	●	●	●	●

● preuve évidente ● preuve mitigée ou issue d'une seule étude ● preuve non établie à ce jour

Il est important de prendre en compte ces facteurs, en particulier dans un cadre plus large, où les études ont montré qu'ils sont de plus en plus fréquents au sein de la population générale. Des études ont montré, par exemple, une « baisse sans précédent des résultats scolaires » dans l'ensemble de l'OCDE, des taux élevés de chômage des jeunes dans certains pays et régions de l'Union européenne, un relâchement des liens sociaux et une fragilisation des structures familiales, une augmentation de la précarité économique et du risque de pauvreté, une augmentation des infractions graves et de la violence des gangs, une baisse de la confiance dans les institutions et une augmentation de l'insatisfaction dans la vie et de la polarisation politique, une forte augmentation de l'anxiété, de la dépression et de l'insatisfaction des besoins en matière de santé mentale chez les enfants et les jeunes adultes, une augmentation de la polytoxicomanie et la généralisation des expériences négatives durant l'enfance (Eurofound 2025 ; Parlement européen 2023 ; Eurostat 2025a, 2025b ; *Financial Times* 2024 ; Kumar *et al.* 2024 ; OCDE 2025 ; Our World in Data 2025). En résumé, un plus grand nombre de facteurs de risque au sein de la population entraînera une augmentation du nombre d'extrémistes violents potentiels qui exigeront des ressources, une surveillance, des interventions et l'ensemble des mesures antiterroristes.

Dans les pages suivantes, chacun de ces facteurs est résumé à tour de rôle.

Facteurs sociodémographiques

Les caractéristiques sociodémographiques constituent un prisme essentiel pour comprendre les voies qui mènent à l'extrémisme violent, car elles permettent de mieux appréhender à la fois les vulnérabilités individuelles et les conditions structurelles plus larges. Des facteurs tels que l'âge, le genre, le niveau d'éducation, la situation professionnelle, la situation familiale et la condition socio-économique déterminent non seulement les possibilités qui s'offrent à chacun, mais interagissent également avec les griefs personnels, les réseaux sociaux et l'exposition à certaines idéologies. Ces caractéristiques peuvent avoir une incidence sur le moment et la manière dont les individus deviennent réceptifs aux discours extrémistes violents, sur le rôle qu'ils jouent au sein des groupes extrémistes violents et sur la persistance ou le déclin de leur implication au fil du temps. Bien qu'aucun profil démographique ne permette à lui seul de prévoir l'extrémisme violent, les schémas observés dans divers contextes et idéologies révèlent des tendances récurrentes (telles que la surreprésentation des jeunes hommes, un taux de chômage élevé et les signes d'une situation économique défavorisée) qui contribuent à éclairer les stratégies de prévention et d'intervention. L'examen détaillé de ces facteurs sociodémographiques permet aux décideurs politiques, aux praticiens et aux chercheurs d'identifier les points de vulnérabilité et de résilience, et de concevoir des mesures ciblées qui s'attaquent à la fois aux facteurs de risque immédiats et aux conditions sociales plus profondes que les mouvements extrémistes violents cherchent à exploiter. La prochaine section examine les éléments probants relatifs à chaque facteur.

Âge

L'âge joue un rôle important dans les parcours qui mènent à l'extrémisme violent. Les études le mesurent le plus souvent au moment où un individu a commis un acte terroriste ou a été condamné. Sur 39 échantillons étudiés, l'âge moyen allait de 17 à 43 ans, les groupes les plus jeunes étant souvent composés d'adolescents délinquants et les plus âgés impliqués dans des affaires de soutien matériel au terrorisme. L'âge moyen global de tous les échantillons était de 28,5 ans, bien que les auteurs isolés aient tendance à être plus âgés, avec une

moyenne de 32,3 ans dans deux études. De nombreuses études indiquent qu'une grande partie des individus ont rejoint des groupes extrémistes violents à un jeune âge. Les données officielles de 15 échantillons montrent une moyenne d'âge plus jeune (25,4 ans) que les études réalisées à partir de sources publiques (29,7 ans), ce qui suggère d'éventuelles différences dans la composition des échantillons ou la disponibilité des cas. Parmi les 24 échantillons de personnes inspirées par Al-Qaïda/EIIL (État islamique d'Irak et du Levant) (Daech), l'âge moyen était de 27,3 ans ; trois échantillons d'extrême droite violente affichaient une moyenne de 30,3 ans ; un échantillon d'extrême gauche violente présentait une moyenne de 28,4 ans et un échantillon de républicains irlandais dissidents affichait une moyenne de 32,2 ans.

Des études comparées montrent que les mineurs qui basculent dans l'extrémisme violent diffèrent des adultes à plusieurs égards : il s'agit plus souvent de femmes, célibataires, sans enfants et qui ont eu des antécédents d'automutilation avant leur radicalisation, mais les mineurs étaient moins susceptibles de compter d'autres personnes radicalisées parmi leurs proches, de chercher à radicaliser d'autres personnes ou d'avoir subi des influences physiques qui les ont poussées à la radicalisation. Une étude britannique a révélé que les jeunes délinquants étaient 2,67 fois plus susceptibles d'avoir été radicalisés par une combinaison d'influences en ligne et hors ligne.

Une autre étude comparée a montré que les jeunes extrémistes violents étaient nettement plus susceptibles de participer à des actes violents que leurs homologues plus âgés. L'analyse d'un groupe témoin de terroristes britanniques influencés par Al-Qaïda a révélé qu'ils étaient nettement plus jeunes (26 ans en moyenne) que la population musulmane moyenne (32 ans en moyenne). Les témoignages directs montrent également que les individus eux-mêmes considèrent l'âge comme un facteur clé de leur implication, décrivant la jeunesse comme une période de vitalité, de forte identification à une cause et de volonté à agir – ainsi qu'en témoignent des propos du type : « Tu as 19 ans et tu es prêt à conquérir le monde. »

Enfants

La présence ou l'absence d'enfants parmi les individus impliqués dans l'extrémisme violent a été examinée dans 12 échantillons portant sur 1 169 cas, avec un résultat global qui indique que 28,2 % d'entre eux avaient des enfants. Les taux variaient considérablement d'une étude à l'autre, allant de 7,1 % à 76,1 %.

Éducation

Le niveau d'éducation des personnes impliquées dans l'extrémisme violent a été évalué au cours de plusieurs études, qui ont révélé une grande diversité de résultats au lieu d'un modèle unique et cohérent. Certaines personnes ont reçu une éducation formelle limitée ou interrompue, tandis que d'autres ont suivi des études supérieures, ce qui indique que la participation à l'extrémisme violent couvre tout le spectre éducatif. Sur 16 échantillons (n = 5 944), 22,2 % des cas avaient au moins une certaine expérience du milieu universitaire. Sur 8 échantillons (n = 815), 8,3 % avaient obtenu un diplôme universitaire. Une étude a relevé une caractéristique commune de l'offre éducative au sein d'un échantillon de terroristes allemands inspirés par Al-Qaïda ou Daech, à savoir le grand nombre d'interruptions survenues au cours de leur scolarité (Moeller et Scheithauer 2024). L'étude montre que 35 % avaient récemment abandonné leurs études ou leur emploi (Knight *et al.* 2017), que 9,5 % avaient connu des problèmes scolaires ou avaient été expulsés (Porter et Kebbell 2011) et qu'un tiers des combattants étrangers néerlandais avaient des antécédents de problèmes scolaires (Thijs *et al.* 2023).

Les résultats semblent mitigés dans les groupes témoins. Une étude de 2011 consacrée aux terroristes britanniques inspirés par Al-Qaïda montre qu'ils ont suivi en moyenne 1,5 année d'études supplémentaires par rapport à la moyenne de l'ensemble des musulmans britanniques (Altunbas et Thornton 2011). Les cas français ont obtenu de meilleurs résultats que le groupe témoin aux tests d'intelligence (Bronsard *et al.* 2022). Dans une autre étude, les terroristes ne se distinguaient pas de leurs frères et sœurs par leur niveau d'éducation (Rodermond et Weerman 2021). Les combattants étrangers allemands ont tendance à obtenir des résultats inférieurs à la moyenne dans le système éducatif allemand (Rodermond et Thijs 2023). Une cohorte de terroristes emprisonnés en Autriche présentait un niveau d'éducation global légèrement inférieur, mais néanmoins similaire à celui de la population autrichienne du même âge (Porter et Kebbell 2011). Les terroristes néerlandais emprisonnés inspirés par Al-Qaïda ou Daech sont presque deux fois plus susceptibles d'avoir un diplôme universitaire que les autres détenus néerlandais (Thijssen *et al.* 2023a). Si le lien entre l'éducation et l'extrémisme violent est complexe, les données disponibles suggèrent que les expériences éducatives (positives et négatives) peuvent avoir une influence sur le moment, la nature et l'intensité de la radicalisation. Dans divers témoignages, des terroristes ont expliqué comment l'éducation avait influencé leur implication dans l'extrémisme violent :

Les jeunes... Je veux dire ceux qui allaient à l'école avec moi ou qui semblaient vouloir aller à l'université... Je suppose qu'ils avaient leurs opinions politiques, comme tout le monde. Mais quoi qu'il en soit, ils les gardaient pour eux, ils ne faisaient pas d'efforts particuliers pour participer à la vie sociale. Et puis il y avait ceux qui, comme

moi, travaillaient depuis l'âge de 16 ans. Il y avait aussi ceux qui ne voulaient pas terminer leurs études, mais qui ne voulaient pas non plus chercher un emploi. C'était donc une sorte de processus automatique. Si vous ne vous engagez pas dans la politique, vous deveniez toxicomane. C'était aussi simple que cela (Reynolds et Hafez 2017).

Je souhaitais vraiment poursuivre mes études et aller à l'université, mais j'ai été contraint d'abandonner l'école parce que mes parents sont tombés malades (Karimi *et al.* 2023).

Ma famille m'a vraiment empêché de poursuivre mes études, et c'était surtout la faute de mes frères. Ils s'étaient mariés, avaient leur propre travail, avaient quitté la famille et gagnaient beaucoup d'argent, mais ils ne se sentaient aucune responsabilité envers leurs parents et leur petit frère qui était encore en train d'étudier. Ils auraient pu m'aider, ma famille et moi, mais ils ne l'ont pas fait. Je ne souhaite jamais revenir à mon enfance. En grandissant, j'ai mieux profité de la vie (*ibid.*).

Emploi

La situation professionnelle a été largement étudiée comme facteur d'extrémisme violent, les recherches montrant systématiquement que ce phénomène touche aussi bien les personnes ayant un emploi que celles sans emploi, même si le chômage est souvent surreprésenté dans certains échantillons. Sur 17 échantillons (n = 4 183), 55,2 % des cas étaient sans emploi au moment où ils ont commis leur infraction terroriste ; 35 % avaient récemment abandonné leurs études ou leur emploi (Knight *et al.* 2017) ; 13 % avaient perdu leur emploi au cours de l'année écoulée et 10,9 % des terroristes agissant seuls avaient perdu leur emploi dans les six mois précédant leur infraction (Gill *et al.* 2014). Dans une étude, les personnes impliquées dans des activités violentes au sein de groupes terroristes étaient nettement plus susceptibles d'être au chômage que celles impliquées dans des activités non violentes (Perliger *et al.* 2016). À l'inverse, les individus ayant un rang plus élevé au sein d'un groupe sont nettement plus susceptibles d'avoir un emploi (*ibid.*), ce qui montre l'impact fonctionnel du chômage sur les types d'activités auxquelles les individus se livrent. Les personnes soupçonnées de terrorisme étaient nettement moins susceptibles d'avoir un revenu que la population générale (Rodermond et Weerman 2021). Le chômage était plus fréquent chez les personnes soupçonnées de terrorisme que chez les personnes soupçonnées d'actes criminels et dans la population générale (11,5 % contre 6,1 % et 2,2 %) (*ibid.*). Les terroristes ont expliqué à plusieurs reprises l'impact de l'emploi sur leur implication dans l'extrémisme violent :

Je n'avais pas de travail à ce moment-là. De toute façon, je ne me sentais pas très bien dans ma peau à bien des égards et je me suis dit : « Pour l'instant, je n'ai pas grand-chose à perdre ici, alors autant voir ce qui se passe là-bas », vous voyez (Reynolds et Hafez 2017) ?

Genre

Le genre est une caractéristique importante dans l'étude de l'extrémisme violent, les hommes représentant la grande majorité des cas identifiés. Sur 39 échantillons (n = 9 742), les hommes représentaient 87,2 % de tous les cas. Si l'on exclut un échantillon exceptionnellement important contenant un nombre disproportionné de participantes féminines, la proportion d'hommes passe à 90,2 % (n = 7 472). Bien qu'aucune étude comparée systématique n'ait été réalisée pour examiner les différences de genre dans la participation à des mouvements extrémistes violents, il est évident que les hommes sont nettement surreprésentés dans ces populations par rapport au grand public. Les analyses de pertinence fonctionnelle montrent que lorsque les femmes rejoignent ces mouvements, leurs parcours peuvent être différents ; par exemple dans l'organisation indépendantiste basque ETA, les femmes ont souvent rejoint le mouvement en raison de relations personnelles avec des membres masculins déjà intégrés dans l'organisation (Reynolds et Hafez 2017).

Situation familiale

La situation familiale a été examinée dans 32 études portant sur 7 452 cas. Les résultats indiquent que 24,5 % des personnes étaient mariées ou entretenaient une relation sérieuse au moment de l'évaluation. Cette proportion était nettement plus élevée parmi les sous-échantillons inspirés par Al-Qaïda ou Daech, où 41,6 % des personnes interrogées (n = 1 969) étaient en couple. Outre la situation matrimoniale, certaines études se sont penchées sur les difficultés relationnelles : l'une d'entre elles a révélé que 21,8 % des cas avaient des difficultés relationnelles, tandis qu'une autre a indiqué que 31,1 % des personnes interrogées avaient connu des problèmes dans leurs relations personnelles proches, un tiers de ces cas ayant commencé dans les six mois précédant l'infraction terroriste.

Il ressort des études comparées que les personnes ayant un rang élevé au sein de l'organisation sont plus susceptibles d'être mariées, ce qui correspond probablement à une différence d'âge. Les comparaisons avec le groupe témoin montrent des tendances contrastées : une étude britannique a indiqué que le taux de mariage chez les extrémistes violents était inférieur à celui de la population musulmane britannique générale

du même âge ; une étude néerlandaise a révélé que les personnes soupçonnées de terrorisme étaient moins souvent célibataires que les délinquants en général et la population générale, mais qu'elles étaient également moins susceptibles de vivre avec un partenaire que leurs frères et sœurs. Les témoignages directs soulignent l'influence de la situation familiale sur l'implication extrémiste. Un ancien membre de l'ETA a décrit la charge émotionnelle que représente l'absence de vie amoureuse en raison des risques d'arrestation : « Je ne pouvais pas faire de projets pour fonder une famille ou avoir une petite amie, car ils pouvaient m'arrêter du jour au lendemain. » Un autre a réfléchi à la façon dont le fait d'entamer une relation et de se marier par la suite a coïncidé avec son éloignement de l'engagement actif : « Si j'avais eu une famille, j'aurais participé... d'une tout autre manière. Politiquement, très probablement. »

Statut socio-économique

Le statut socio-économique a été analysé comme facteur d'extrémisme violent dans plusieurs études, dont les conclusions indiquent systématiquement une présence notable de désavantages économiques parmi les populations extrémistes. Dans six échantillons (n = 1 038), les individus se caractérisaient collectivement par leur appartenance à la « classe inférieure » dans leur pays de résidence. Deux échantillons (n = 350) indiquent que 27,1 % des individus perçoivent des prestations sociales. D'autres études mettent en évidence des difficultés financières dans la période qui précède l'engagement, par exemple lorsque « la situation financière de plusieurs suspects s'était nettement détériorée dans les mois précédant leur soutien à des groupes extrémistes violents », et dans un autre cas où 22 % des combattants étrangers néerlandais étaient endettés. Une analyse menée aux Pays-Bas sur un groupe témoin a révélé que les familles des personnes soupçonnées de terrorisme avaient généralement un statut socio-économique inférieur à celui de la population générale. Les personnes soupçonnées de terrorisme étaient 2,08 fois plus susceptibles de percevoir des prestations sociales et 2,74 fois plus susceptibles d'avoir grandi dans des logements sociaux. Les témoignages directs illustrent l'importance fonctionnelle des difficultés socio-économiques dans les parcours de recrutement. Une personne a raconté avoir fui son domicile après un mariage forcé, avoir connu des difficultés économiques à Istanbul et avoir finalement rejoint une organisation sur les conseils d'amis. Une autre a expliqué : « Notre famille avait des problèmes financiers. Un de mes amis... m'a dit que si je rejoignais l'organisation, je n'aurais plus à me soucier de l'argent, je serais débarrassée de ces préoccupations. »

Comportements parallèles comme facteurs déterminants

Les comportements parallèles désignent des actes et des expériences qui, sans être directement constitutifs d'extrémisme violent, présentent des facteurs de risque, des compétences ou des modes d'engagement qui peuvent faciliter le passage à l'extrémisme violent. Ces comportements (tels que les activités criminelles, l'appartenance à un gang, la toxicomanie, la participation à des manifestations violentes ou l'engagement dans des activités militantes non violentes mais alignées sur des idéologies extrémistes) peuvent normaliser l'illégalité, renforcer les attitudes antisociales et consolider les liens avec des réseaux qui tolèrent ou encouragent la violence. Dans de nombreux cas, ils fournissent aux individus des compétences opérationnelles (par exemple en matière de violence, de logistique ou d'évasion) et une préparation psychologique (par exemple une désensibilisation à la souffrance d'autrui/de l'autre, l'acceptation d'activités à haut risque) que les groupes extrémistes violents peuvent exploiter. Ils peuvent également refléter des vulnérabilités sous-jacentes, telles que des liens sociaux distendus, un manque de régulation émotionnelle ou une exposition à des expériences de vie difficiles, qui augmentent la réceptivité aux discours favorisant la radicalisation. L'analyse de ces comportements parallèles permet d'identifier les voies sur lesquelles les mesures de prévention et de désengagement peuvent intervenir plus tôt, avant que les engagements extrémistes violents se solidifient, en s'attaquant aux facteurs sociaux, psychologiques et situationnels qui alimentent ces schémas à haut risque. Les éléments probants relatifs à ces facteurs seront examinés à présent.

Militantisme non violent

Le militantisme non violent, défini comme la participation à des efforts légitimes de changement politique ou social, tels que les campagnes de sensibilisation, les manifestations ou les protestations, a fait l'objet d'un nombre limité d'études consacrées à des personnes condamnées par la suite pour des infractions terroristes. Une étude portant sur des détenus allemands impliqués dans des actes de terrorisme liés à Al-Qaïda ou à Daech a révélé que 26,6 % d'entre eux avaient participé à des campagnes de distribution du Coran, tandis que 11,1 % avaient pris part à des manifestations conflictuelles. Ces conclusions, tirées de l'analyse des dossiers judiciaires, suggèrent que pour certaines personnes, un engagement précoce à des activités militantes légales peut précéder ou coexister avec des activités extrémistes. Bien que ces données ne signifient pas que

Le militantisme non violent mène nécessairement à l'extrémisme violent, cette participation peut toutefois exposer les individus à des réseaux qui adhèrent aux mêmes idéologies, renforcer les discours identitaires et les familiariser avec les structures de mobilisation. Les organisations terroristes d'extrême gauche et d'extrême droite utilisent des associations, des fondations et d'autres plateformes légales pour trouver, radicaliser et collecter des dons auprès de personnes sensibles à leur idéologie. L'organisation terroriste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) continue d'utiliser les « centres démocratiques kurdes » pour organiser des manifestations, des événements et faciliter le recrutement (Europol 2025).

Susceptibilité cognitive

La susceptibilité cognitive, qui désigne la vulnérabilité d'un individu à l'influence, au contrôle ou à l'endoctrinement, a été identifiée dans une proportion notable de cas liés au terrorisme. Deux études portant sur des délinquants membres d'Al-Qaïda ou de Daech ont révélé que 36,4 % et 50,9 % des individus présentaient des signes évidents de sensibilité aux directives externes, à la persuasion ou au conditionnement idéologique. Les deux études, qui reposaient sur des données judiciaires, offraient un aperçu détaillé des antécédents et des comportements des délinquants. Une analyse comparée des personnes ayant commis un homicide pour le compte d'Al-Qaïda ou de Daech et de celles qui ont pris part à des activités non violentes n'a révélé aucune différence significative des niveaux de vulnérabilité, ce qui suggère que cette caractéristique est présente dans tout un éventail de rôles extrémistes violents.

Criminalité

La criminalité, qui englobe les arrestations antérieures, les condamnations, les peines d'emprisonnement ou les actes violents, est un facteur prédictif bien établi de la récidive et est souvent liée à la présence d'attitudes antisociales qui peuvent faciliter l'implication dans des activités extrémistes violentes. Plusieurs études ont montré que les antécédents judiciaires étaient fréquents chez les personnes impliquées dans le terrorisme. Les données montrent que 33,0 % de ces personnes avaient des antécédents d'arrestation (11 études, n = 2 045), 37,3 % avaient des antécédents de condamnation (14 études, n = 833), 58,6 % présentaient des antécédents de délinquance générale sans conséquences signalées (17 études, n = 3 928), 20,8 % avaient déjà été emprisonnés (11 études, n = 840) et 36,3 % possédaient des antécédents de comportement violent (24 études, n = 4 025).

Les études comparées indiquent que les extrémistes violents sont 24 % plus susceptibles de présenter des antécédents criminels que les extrémistes non violents, et nettement plus susceptibles d'avoir commis des infractions violentes (54,4 % contre 36,6 %) ou des infractions contre les biens (57,9 % contre 39,0 %). Les études menées sur des groupes témoins soulignent davantage la prévalence élevée de la criminalité chez les extrémistes violents : les données du registre suédois montrent que les terroristes isolés sont beaucoup plus susceptibles que leurs frères et sœurs d'être soupçonnés d'activités criminelles (87 % contre 29 %) ou d'infractions violentes (60 % contre 21 %). Les données néerlandaises montrent que les terroristes sont plus susceptibles que les autres membres de la fratrie d'avoir été soupçonnés d'une infraction au cours de l'année écoulée (27,7 % contre 10,7 %) et d'avoir purgé une peine de prison (12,6 % contre 0,6 %).

Par rapport à la population générale, les terroristes étaient 8,61 fois plus susceptibles d'avoir été soupçonnés d'une infraction au cours de l'année écoulée. Il est intéressant de noter que les terroristes en prison étaient moins susceptibles d'avoir un casier judiciaire que les autres personnes incarcérées (53,7 % contre 65,0 %). Sur le plan fonctionnel, les antécédents criminels, en particulier les infractions violentes, étaient 2,55 fois plus susceptibles d'être associés à un recrutement en face-à-face qu'à un recrutement en ligne. Comme l'a décrit un individu, son passage à l'extrémisme violent a fait suite à une tentative consciente de laisser derrière lui la criminalité :

Je voulais prendre mes distances avec mon ancien mode de vie lié à la drogue et à la criminalité, alors j'ai commencé à fréquenter la mosquée voisine. J'ai été approché par d'autres personnes qui m'ont expliqué comment me comporter de manière conforme aux préceptes religieux.

Griefs personnels

Les griefs personnels, qui désignent les griefs individuels qui accompagnent des motivations idéologiques plus larges, ont été identifiés dans plus de la moitié des cas examinés dans les études pertinentes. Dans trois études portant sur 147 personnes, 56,4 % d'entre elles ont déclaré avoir des griefs personnels en plus de griefs politiques ou religieux. Une analyse comparée suggère que les griefs personnels sont nettement moins fréquents chez les terroristes que chez les auteurs de massacres, ce qui indique que, même s'ils existent, ils ne jouent pas un rôle aussi déterminant dans les actes terroristes que dans d'autres formes de violence ciblée.

Expérience militaire

L'expérience militaire a été identifiée comme un facteur contextuel pertinent pour une minorité d'individus impliqués dans l'extrémisme violent. Sur 10 échantillons (n = 2 816), 13,1 % avaient une expérience militaire sous une forme ou une autre. Les résultats des études comparées indiquent que, par rapport aux terroristes sans expérience militaire, ceux qui en ont acquis une sont nettement plus susceptibles d'avoir subi un traumatisme (4,7 fois), d'avoir connu une détérioration de leur statut social avant leur radicalisation (3,5 fois), d'avoir des difficultés à entretenir des relations amoureuses (2,5 fois) et d'avoir été victimes d'ostracisme et de marginalisation sociale, culturelle, religieuse ou politique (3,2 fois).

Dans un cas au moins, la prévalence des antécédents militaires chez les terroristes est considérablement plus élevée que dans la population générale. Les témoignages des délinquants suggèrent que le service militaire peut avoir une incidence sur la radicalisation d'au moins deux façons. La première se produit lorsque des individus sont démobilisés contre leur gré ou ne parviennent pas à accéder à des postes spécialisés, ce qui perturbe leur identité militaire, engendre une frustration personnelle et transforme leur sentiment d'échec en colère envers un « système injuste ». Le second concerne le sentiment de manque de reconnaissance après le retour à la vie civile, où l'écart entre la haute estime de soi de l'individu qui a servi dans l'armée et le manque de reconnaissance sociale qu'il ressent génère un stress social, ce qui peut rendre les discours extrémistes violents plus attrayants.

Attitudes et croyances : des catalyseurs

Les attitudes et les croyances jouent un rôle central dans le cheminement vers l'extrémisme violent, dès lors qu'elles influencent la manière dont les individus interprètent le monde, évaluent les griefs et justifient le recours à la violence. Contrairement aux caractéristiques démographiques statiques, les attitudes et les croyances sont dynamiques et peuvent être influencées par l'idéologie, les réseaux sociaux, les expériences personnelles et l'exposition à des discours persuasifs. Elles couvrent un large éventail de positions cognitives et morales, qui vont de l'acceptation de la violence comme moyen légitime de changement à des visions du monde rigides, en passant par la pensée conspirationniste ou les préjugés profondément enracinés. Ces orientations guident non seulement la prise de décision, mais influencent également la façon dont les individus réagissent aux pressions sociales, aux efforts de recrutement et aux occasions de désengagement. L'examen des attitudes et des croyances permet de mieux comprendre les mécanismes psychologiques et idéologiques qui sous-tendent l'engagement dans l'extrémisme violent, fournissant ainsi des informations essentielles pour élaborer des stratégies de prévention, d'intervention et de réadaptation qui abordent non seulement les comportements, mais aussi l'état d'esprit qui préside à de tels comportements.

Attitudes

Les attitudes associées à l'extrémisme violent englobent un éventail d'orientations cognitives et émotionnelles, y compris les griefs et injustices perçus, les sentiments de menace, le rejet des points de vue divergents, la méfiance envers les systèmes politiques, la déshumanisation de ceux que l'on considère comme des ennemis et le manque d'empathie envers les personnes extérieures à son propre groupe. Quinze attitudes spécifiques ont été mesurées à travers quatre études. L'adhésion à une idéologie justifiant la violence était présente dans plus de la moitié d'un échantillon d'extrémistes néerlandais affiliés à Al-Qaida ou à Daech (52,9 %). Parmi les membres d'Al-Qaida ou de Daech, les niveaux de déshumanisation étaient variables, allant de 9,9 % dans un échantillon néerlandais à 23,8 % parmi les individus impliqués dans des homicides. Les expressions d'émotion en réponse à l'injustice ressentie étaient significativement plus élevées chez les partisans violents d'Al-Qaida ou de Daech (52,3 %) que chez ceux engagés dans des activités non violentes (16,6 %). L'hostilité à l'égard de l'identité nationale variait de 16,5 % à 23,8 %, tandis que le manque d'empathie a été observé chez jusqu'à 47,6 % des partisans violents d'Al-Qaida et de Daech. Le sentiment de grief était courant, touchant 33,3 % à 52,3 % des échantillons d'Al-Qaida et de Daech, parallèlement au rejet de la société et des valeurs démocratiques (23,1 % à 40 %). Parmi les autres résultats notables, on compte des taux élevés de sentiment de menaces religieuses (68,7 %), une réticence à accepter d'autres religions (51,7 %) et d'impressionnants taux de sentiment de menaces extérieures ou de persécution dans les échantillons d'idéologies mixtes (100 % ou presque).

Une étude comparée de détenus musulmans radicalisés et non radicalisés a révélé que les détenus radicalisés étaient nettement plus enclins à adhérer aux théories du complot, à mentionner des stéréotypes extrémistes, à se focaliser sur les griefs politiques, à exprimer leur solidarité avec les musulmans qui souffrent et à faire état d'une victimisation collective plus importante. Sur le plan fonctionnel, les détenus ayant des antécédents de radicalisation étaient également plus susceptibles d'aller chercher un sentiment d'importance à travers un

besoin élevé de résolution, un biais cognitif qui sert de médiateur entre les menaces culturelles ressenties et les actes d'extrémisme violent. Les témoignages directs mettent en lumière le rôle de ces attitudes comme vecteurs de l'engagement terroriste. Un ancien membre d'un groupe violent d'extrême droite a indiqué avoir perdu confiance dans la police et la justice après avoir été traité comme l'agresseur dans un incident violent dont il se considérait comme la victime, qualifiant cet épisode d'« important dysfonctionnement du système judiciaire belge » l'ayant motivé à rejoindre ledit groupe. Un militant d'extrême gauche violent a expliqué que le constat des inégalités mondiales et de l'injustice climatique, bien qu'il soit issu d'un milieu relativement privilégié, l'avait poussé à s'engager politiquement. Ces exemples montrent à quel point les interprétations personnelles des notions d'injustice et d'inégalité peuvent être de puissants facteurs incitant à prendre part à des activités extrémistes violentes.

Émotions

L'état émotionnel, y compris les fluctuations récentes du mode de pensée et du ressenti personnel, a été documenté comme un facteur important sur la trajectoire qui peut mener à une activité extrémiste violente. Dans quatre études fondées sur des méthodologies diverses, des réactions émotionnelles plus intenses (en particulier la frustration et la colère) ont été observées au sein des cohortes de délinquants. Lors d'entretiens menés avec 141 membres du groupe Al-Shabaab, la quasi-totalité a fait part de niveaux élevés de frustration : sur une échelle de dix points, 48 % ont évoqué un niveau de frustration entre 5 et 7 et 48 % entre 8 et 10 ; seuls 4 % ont déclaré un faible niveau de frustration (1-4). L'analyse de données provenant de sources fermées sur les acteurs d'actes isolés en Israël a révélé que 35,4 % présentaient des signes évidents de colère extrême dans la période précédant leurs attentats. Selon des données judiciaires portant sur 80 terroristes d'Al-Qaida et de Daech présents en Allemagne, une variation des schémas de pensée et des émotions a été démontrée en amont de leur passage à l'acte, tandis qu'une étude de 2022 sur des acteurs terroristes isolés basés au Royaume-Uni a révélé que 61,2 % avaient été décrits comme des individus en colère. Toutes ces constatations proviennent de sources de données officielles. Les récits des auteurs d'infractions extrémistes suggèrent que de fortes émotions peuvent jouer un rôle essentiel dans la radicalisation et la mobilisation. Un individu a décrit à quel point la tristesse, la culpabilité et le blâme de soi consécutifs au départ d'amis partis rejoindre Daech en Syrie avaient pu affecter son état émotionnel :

Après le départ de mes amis pour la Syrie pour le djihad, je n'ai plus envie de parler à personne. Je reste généralement chez moi, préoccupé par de vieux souvenirs de mes amis, ou je lis simplement le Coran. Je m'en veux souvent d'être si faible dans ma foi que je n'ai pas pu accompagner mes amis. Je préfère l'amour pour mes enfants à l'amour pour Dieu [à ce moment-là, il se met à pleurer].

Cela illustre comment les troubles émotionnels personnels, qu'ils soient liés à un sentiment d'échec, à une perte ou à une frustration, peuvent renforcer l'engagement idéologique et potentiellement accroître la propension à commettre des actes violents.

Religiosité

La religiosité, qui englobe la profondeur des croyances et des pratiques religieuses d'un individu, ainsi que des facteurs tels que la conversion ou la reconversion, l'intolérance envers d'autres religions et les tentatives d'imposer des opinions religieuses, apparaît comme une caractéristique pertinente dans un nombre important de cas de terrorisme. Sur 14 échantillons (n = 822), 23,1 % des individus se sont convertis à une nouvelle religion à un moment donné de leur vie, et une étude sur des terroristes australiens condamnés identifie une proportion encore plus élevée de reconvertis (47,6 %). Une analyse de données publiques des partisans d'Al-Qaida ou de Daech natifs des États-Unis et du Royaume-Uni (n = 117) a révélé que 48,1 % d'entre eux adhéraient à une interprétation légaliste de l'islam, 17 % faisaient preuve d'une faible tolérance à l'égard des déviations théologiques et 15,3 % avaient tenté d'imposer leurs croyances religieuses à autrui. Près d'un tiers percevaient un schisme profond entre l'islam et l'Occident, et une proportion égale ne faisait confiance qu'à un cercle restreint d'autorités religieuses. Deux études ont documenté des augmentations notables de la religiosité dans les mois précédant les attaques terroristes, tandis qu'une autre a révélé que dans 13,2 % des cas, les individus recherchaient activement des enseignements religieux en ligne. Une enquête allemande a révélé que les convertis représentaient 20 % de leur échantillon d'Al-Qaida et de Daech, soit 20 fois plus que le taux de conversion de 1 % au sein de la population générale.

Dans le contexte carcéral, les détenus musulmans extrémistes ont obtenu des scores plus élevés que les détenus musulmans non extrémistes en matière de rigidité religieuse et ont plus souvent insisté sur l'importance d'accomplir correctement les devoirs religieux. Sur le plan fonctionnel, la religiosité peut servir de stratégie d'adaptation. Une étude a ainsi montré que la spiritualité était l'approche la plus souvent utilisée pour gérer

les difficultés de la vie. Les témoignages personnels s'inscrivent dans ce même sens. Une délinquante a ainsi évoqué qu'un deuil familial l'avait poussée à rechercher une compréhension de la religion :

Après la mort de mon oncle, je voulais en apprendre davantage sur la vie et l'au-delà. Comme ma mère et mes sœurs ne vivaient pas selon les préceptes de l'islam et n'étaient pas en mesure de répondre à mes questions, j'ai commencé à chercher des réponses en ligne. Ma première recherche portait sur la façon de vivre en bonne musulmane. Cette recherche m'a conduite vers un groupe appelé «Sisters» (sœurs). Très vite, j'ai rejoint leurs groupes Facebook et WhatsApp, où nous avons échangé divers types d'informations concernant la religion et l'oppression de l'oumma. Je suis arrivée à la conclusion que seul mon départ pour un État islamique comme celui du Levant pouvait faire de moi une meilleure musulmane, afin d'apporter mon aide à mes frères et sœurs dans le besoin.

Cet exemple souligne comment la perte d'un proche, une quête spirituelle, le manque d'informations religieuses correctes et l'exposition à des réseaux idéologiques peuvent converger pour renforcer les trajectoires extrémistes violentes.

Motivations

Les motivations qui poussent à s'engager dans le terrorisme sont et comprennent à la fois des facteurs intrinsèques et des facteurs extrinsèques qui déterminent pourquoi les individus rejoignent, soutiennent ou commettent des actes d'extrémisme violent. Les motivations ont été étudiées dans quatorze études, dont la plupart produisent des informations qualitatives plutôt que des données purement numériques. Les motivations peuvent être divisées en deux grandes catégories, à savoir les motivations intrinsèques, qui sont enracinées dans la satisfaction interne ou l'épanouissement personnel, et les motivations extrinsèques, qui sont liées à des récompenses ou des pressions externes. Les motivations intrinsèques identifiées dans ces travaux comprennent les facteurs liés à l'apprentissage (acquisition de connaissances, perfectionnement des compétences, résolution de problèmes), les objectifs comportementaux (changer les mentalités, promouvoir des causes politiques ou idéologiques, le hacktivisme ou les comportements de protestation) et les objectifs d'accomplissement personnel (poursuivre une mission, se venger, améliorer l'image de soi ou affirmer son pouvoir). D'autres motivations intrinsèques incluent l'expression créative (pensée non conventionnelle, « briser et créer ») ainsi que des motivations physiologiques telles que l'excitation, le divertissement ou même la satisfaction sexuelle. Les motivations extrinsèques couvrent des récompenses tangibles et sociales, telles que les gains financiers, l'implication dans des activités criminelles (extorsion, chantage, exploitation) et le prestige social (statut, attention médiatique et reconnaissance). Elles comprennent également des facteurs liés aux pairs (appartenance à un groupe, camaraderie, recrutement par des amis ou la famille), l'obligation religieuse ou la glorification, et le devoir moral.

En présence de données quantitatives, les tendances se font plus précises. Dans une étude sur les terroristes emprisonnés en Irak, les motivations oscillent entre intérêt national (35 %), intérêt collectif (32 %) et intérêt personnel (20 %). Une autre étude impliquant des partisans d'Al-Qaida et de Daech natifs des Pays-Bas, fondée sur l'outil d'évaluation des risques VERA-2R (Ministère néerlandais de la Justice et de la Sécurité, s.d.), a révélé la présence à tout le moins modérée des sources de motivation suivantes : cause noble/obligation religieuse (38,8 %), opportunisme criminel (16,5 %), camaraderie (33 %), devoir moral (28,1 %), excitation/aventure (11,6 %), participation forcée (1,6 %), élévation du statut (20,7 %) et quête de sens (20,7 %). Les partisans violents d'Al-Qaida et de Daech étaient plus enclins à citer des motivations liées à l'obligation religieuse ou à la glorification que leurs homologues non violents.

Les témoignages personnels illustrent à quel point ces motivations peuvent être diverses et parfois se recouper. Pour certains, l'acceptation sociale et l'appartenance étaient des facteurs déterminants :

Les recrues étaient traitées avec beaucoup de respect. Un jeune qui appartenait au Hamas ou au Fatah était mieux considéré qu'un jeune qui n'appartenait à aucun groupe et bénéficiait d'un meilleur traitement que les jeunes non affiliés. Quiconque ne s'était pas enrôlé pendant cette période (intifada) aurait été ostracisé (Post *et al.* 2003).

Pour d'autres, le statut et la reconnaissance étaient des facteurs clés :

Ce n'était pas vraiment l'idéologie, du moins pas au début... Pour moi, il s'agissait surtout de me faire un nom... À un moment donné... j'ai réalisé... que ce que je voulais, c'était essentiellement m'embrouiller avec quelqu'un. J'espérais que je finirais par mourir... J'étais juste déprimé... mourir m'importait peu (Stemmler *et al.* 2021).

Certains témoignages reflètent une quête de sensations fortes ou l'attrait du combat : « Ce qui m'importait, c'était d'avoir la chance de participer à un vrai combat et de tuer l'ennemi... La guerre... c'est comme une drogue » (Thijs *et al.* 2022). D'autres décrivent un désir de se démarquer et de se forger une identité : « J'ai toujours été différent des autres dans ma façon de m'habiller, de parler, dans tout » (Karimi *et al.* 2023). La

loyauté et la solidarité occupent également une place importante : « Nous sommes une communauté, nous devons rester soudés, parce que tous les autres pays se contentent d'observer, personne n'aide » (Moeller *et al.* 2022) et : « Ce que je recherchais au final, c'était... la fraternité, la loyauté, c'est ce dont j'avais besoin » (*ibid.*).

Ces résultats montrent que les motivations du terrorisme sont rarement uniques ; au contraire, elles reflètent une interaction complexe de facteurs idéologiques, sociaux, émotionnels et opportunistes, qui peuvent tous être exploités par les recruteurs et les réseaux extrémistes violents d'une manière qui corresponde à la situation et aux besoins personnels d'un individu.

Réseaux sociaux

Les réseaux sociaux jouent un rôle essentiel dans le parcours d'un individu vers l'extrémisme violent. Sur neuf échantillons (n = 3 446), 19,3 % des cas comptaient des membres de leur famille impliqués dans des mouvements extrémistes ; un chiffre qui grimpe à 31,5 % lorsqu'on exclut un échantillon présentant une valeur aberrante importante. Les amis jouent souvent un rôle encore plus important : sur six échantillons (n = 1 434), 55,2 % des individus avaient des amis liés à des activités extrémistes. En examinant l'influence combinée des amis ou de la famille, cinq échantillons (n = 803) ont montré que 30,1 % avaient au moins un proche engagé dans l'extrémisme. Certains cas sont liés à l'influence en ligne, deux échantillons (n = 102) ont ainsi révélé que 39,2 % des individus dépendaient fortement des communautés virtuelles pour leurs réseaux sociaux. Dans des situations plus extrêmes, les individus entretenaient également des liens avec le système de justice pénale – une étude sur les candidates et candidats français au djihad a ainsi révélé que 16 % d'entre eux comptaient au moins un ami proche en prison. À l'inverse, dans un nombre significatif de cas, la déconnexion sociale a été mise en avant plutôt que l'intégration dans des réseaux radicaux. Sur huit mesures (n = 502), 32,8 % des individus avaient été bannis de groupes sociaux, rejetés par des proches, exclus de certaines communautés ou victimes de marginalisation et d'un isolement social. Ces circonstances peuvent rendre les individus plus réceptifs aux recruteurs extrémistes violents qui leur offrent un sentiment d'appartenance et un but dans la vie.

Les recherches menées auprès d'un groupe témoin suggèrent que les terroristes adolescents, à la différence des autres jeunes en contact avec le système judiciaire, se montrent moins attachés à leurs pairs, ont moins tendance à solliciter un soutien social et sont moins aptes à s'adapter. Cela suggère que la présence de pairs radicalisés et l'absence de liens sociaux sains peuvent constituer des facteurs déterminants.

Des témoignages directs illustrent clairement cette dynamique. Un individu a décrit comment ses amis et collègues musulmans sont devenus « les premières personnes dont j'ai senti qu'elles se souciaient véritablement de moi ». Cette reconnaissance a comblé ce qu'il voyait comme un vide dans sa vie, aggravé par l'abus d'alcool et le divorce, l'amenant à remettre en question ses objectifs et ses valeurs. Un autre s'est souvenu de l'influence d'un membre de sa famille :

En période de vacances scolaires, il venait à la maison et expliquait souvent l'importance d'établir un État islamique en Indonésie. Oui... à cette époque, je voulais être comme lui... être connu comme un militant.

Ces exemples soulignent le rôle des réseaux sociaux dans l'exposition idéologique, le soutien émotionnel et le renforcement identitaire – autant de facteurs qui peuvent rendre l'engagement dans l'extrémisme violent à la fois attrayant et pérenne.

Exposition à la propagande favorisant la radicalisation

L'exposition à la propagande favorisant la radicalisation, que ce soit par la consommation, le partage ou la création de contenus extrémistes, est un facteur important du cheminement vers l'extrémisme violent. Sur sept échantillons, la proportion d'individus en contact avec ce type de contenu variait en fonction de la manière dont l'exposition était définie et mesurée. Des études montrent qu'entre 42,1 % (Thijssen *et al.* 2023a) et 57,1 % (Alberda *et al.* 2022) des individus avaient cherché, utilisé ou développé du matériel extrémiste violent, avec un ensemble de données provenant d'une source privilégiée indiquant un taux nettement plus élevé, à savoir 86,6 % (*ibid.*). Une implication directe dans l'écosystème extrémiste violent en ligne a également été mise en évidence par des comportements plus spécifiques : dans 7,6 % des cas, des profils avaient été créés sur des sites web extrémistes (Horgan *et al.* 2016), tandis que des contenus extrémistes avaient été trouvés chez 29,7 % des délinquants d'extrême droite et 26 % des délinquants d'extrême gauche (Gruenewald *et al.* 2013). Une exposition plus générale comprenait 12,5 % des personnes ayant visionné des vidéos ou consulté des sites web consacrés à des contenus extrémistes (Baker 2006).

Lorsque l'analyse a porté sur des documents protégés, tels que des preuves numériques saisies et des dossiers judiciaires, les taux d'exposition étaient considérablement plus élevés que dans les études s'appuyant sur des sources ouvertes, ce qui indique que les activités en ligne moins visibles peuvent être sous-représentées dans

les comptes rendus accessibles au public. Aucune étude comparative ou de groupe témoin concernant ce facteur n'existe actuellement, ce qui laisse sans réponses des questions sur la différence entre ces taux et ceux observés chez les délinquants non extrémistes ou dans la population générale.

Des études de cas montrent comment l'exposition à certains contenus peut agir comme un catalyseur immédiat d'actes violents. Dans une étude de cas détaillée sur l'attaque meurtrière perpétrée en 2011 à l'aéroport de Francfort contre des soldats américains, l'auteur a déclaré avoir passé la nuit précédant son passage à l'acte à naviguer sur des sites web liés à l'islam, une activité habituelle pour lui. Ce soir-là, il est tombé sur deux vidéos : l'une représentant les visages de « martyrs islamiques » morts, l'autre montrant des femmes musulmanes brutalisées par des soldats américains. Il ignorait que cette seconde vidéo était en fait une scène de viol mise en scène tirée d'un film hollywoodien. Ces images l'avaient tellement troublé qu'il n'a pas pu reprendre sa routine habituelle : il est resté éveillé toute la nuit, incapable d'arrêter de repasser la scène dans son esprit. Le lendemain matin, après avoir vaqué à ses occupations habituelles (douche, télévision et petit-déjeuner), les images étaient toujours présentes dans son esprit. Selon ses propres mots, il a réalisé qu'il « devait faire quelque chose » (Böckler *et al.* 2015). Ce cas illustre comment l'exposition à une propagande graphique reposant sur l'émotion, en particulier lorsqu'elle correspond à des convictions ou des griefs préexistants, peut intensifier la charge émotionnelle, limiter la perception des possibilités d'action et contribuer à la décision de commettre des actes de violence à brève échéance.

Influences déstabilisantes comme facteurs déterminants

Les facteurs de stress personnels, sociaux et situationnels peuvent compromettre la stabilité d'un individu et accroître sa vulnérabilité à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Ces influences créent souvent des périodes de tensions émotionnelles plus fortes, de déconnexion sociale ou d'incertitude identitaire qui peuvent à leur tour rendre les discours et les réseaux extrémistes violents plus attrayants. Contrairement aux facteurs purement idéologiques ou structurels, les influences déstabilisantes ont tendance à opérer en générant des perturbations et en ébranlant le sentiment de sécurité, d'appartenance ou d'une raison d'être. Elles peuvent prendre de nombreuses formes, y compris des crises personnelles aiguës, une situation de désavantage chronique ou l'exposition à des environnements déstabilisants. Ces facteurs n'agissent pas de manière isolée ; ils interagissent avec des vulnérabilités préexistantes et d'autres conditions de risque, et peuvent ainsi accélérer le passage du sentiment de grief ou de mécontentement à un engagement actif au service de causes extrémistes violentes. Cette section examine les preuves empiriques de ces influences en explorant comment elles se manifestent dans les populations de délinquants, leur relation avec les comportements extrémistes violents et, le cas échéant, les témoignages de délinquants qui mettent en lumière leur pertinence fonctionnelle.

Logement

Bien qu'elle ne figure pas parmi les facteurs les plus fréquemment mesurés dans la recherche sur le terrorisme, l'instabilité du logement apparaît dans plusieurs études comme une influence déstabilisatrice notable. Dans huit évaluations, la gravité et la portée des indicateurs de précarité du logement étaient variables. Quatre évaluations (n = 273) ont révélé que 4,3 % des individus étaient sans domicile fixe au moment où ils se sont engagés dans le terrorisme et deux autres mesures (n = 139) ont révélé que 10 % des individus n'avaient pas de résidence stable. L'instabilité résidentielle est également apparue comme un marqueur potentiel d'instabilité : une étude a révélé que 22,6 % des acteurs terroristes isolés avaient changé d'adresse dans les six mois précédant le passage à l'acte. À l'extrémité la plus éloignée du spectre, une analyse a rapporté que 26,5 % des individus vivaient dans des conditions « inadaptées à l'habitat permanent », confrontés à des loyers ou des remboursements de prêts hypothécaires inabordables, à une situation d'expulsion imminente ou au risque de se retrouver sans domicile (Grimbergen et Fassaert 2022). S'il est vrai que la relation entre l'instabilité du logement et l'extrémisme violent n'a pas été explicitement testée du point de vue de sa pertinence fonctionnelle, la littérature criminologique générale suggère néanmoins que l'insécurité du logement peut exacerber l'isolement social, réduire l'accès à des influences stabilisatrices et rendre plus vulnérable aux réseaux risqués ou exploités, autant de facteurs qui pourraient vraisemblablement accroître la vulnérabilité au recrutement ou à l'engagement extrémistes violents.

Santé physique

Les questions de santé physique n'ont été explorées que de façon superficielle dans le domaine de l'extrémisme violent, en s'appuyant sur les éléments factuels de trois études menées à petite échelle, et exclusivement centrées sur des délinquants d'Al-Qaida ou de Daech. Une étude française sur les combattants étrangers potentiels de Daech a révélé que 18,6 % présentaient des problèmes de santé physique identifiables (Campelo

et al. 2018), tandis qu'une étude allemande sur des terroristes d'Al-Qaida ou de Daech condamnés a rapporté que 13,3 % souffraient de maladies chroniques (Moeller et Scheithauer 2024). Dans un échantillon néerlandais de 34 personnes soupçonnées d'extrémisme violent, seules « quelques-unes » ont signalé de tels problèmes, ce qui laisse à penser que, bien qu'elles soient présentes, les maladies chroniques ne sont pas nécessairement répandues au sein de ces populations. Il n'existe pas d'analyses comparatives ou avec groupe témoin pour déterminer si les taux de mauvaise santé physique diffèrent de ceux d'autres populations de délinquants ou du grand public. La pertinence fonctionnelle (si et comment les problèmes de santé pourraient influencer la trajectoire menant à l'extrémisme violent) n'a pas encore été explorée directement. Néanmoins, dans des cadres plus larges de criminologie et de radicalisation, les problèmes de santé physique peuvent contribuer à la vulnérabilité en renforçant l'isolement social, en limitant les possibilités d'emploi et en créant une dépendance à autrui – des conditions qui, combinées à l'exposition aux réseaux extrémistes violents, peuvent accroître la vulnérabilité au recrutement.

Facteurs de stress non précisés

Les facteurs de stress non précisés, qu'ils soient aigus ou chroniques, apparaissent comme une caractéristique récurrente dans la vie de nombreuses personnes impliquées dans l'extrémisme violent, bien que la recherche définisse rarement la nature de ces facteurs de stress. Quatre études indiquent que le stress chronique ou à long terme peut être important : une étude révèle que 31,1 % des individus présentaient des signes de stress aigu et persistant (Capellan et Anisin 2018), une autre rapporte que plus de 90 % avaient vécu une crise personnelle, un événement traumatique ou une désillusion très forte (Klausen et al. 2016), et une autre fait état de sources de stress à long terme chez 57,1 % des individus (Gill et al. 2022). Dans 23,3 % des cas (Corner et Gill 2020), les individus souffraient de détresse psychologique avant de s'engager dans le terrorisme. Lorsque l'on examine les facteurs de stress qui apparaissent au cours de la période précédant immédiatement l'engagement extrémiste, les chiffres demeurent élevés.

Dans quatre études, la proportion moyenne d'individus exposés à un facteur de stress immédiat était de 39,2 %. Les mesures spécifiques comprenaient : un événement de crise déclencheur (58,3 % ; Lankford 2013), une expérience marquant un « point de basculement » (46,7 % ; Peschak 2023) et des éléments attestant d'un niveau de stress élevé avant l'engagement (32,7 % ; Gill et al. 2014 ; 40,8 % ; Gill et al. 2022). Sur le plan fonctionnel, le stress et les tensions peuvent servir de catalyseurs d'un changement de comportement et atténuer la résilience face aux discours extrémistes. Selon une étude, pour un quart des individus souffrant de détresse psychologique avant leur engagement, cette détresse était moins évidente une fois qu'ils étaient actifs au sein des mouvements extrémistes (Corner et Gill 2020). Ce constat laisse entendre que l'engagement extrémiste lui-même peut parfois être perçu comme un mécanisme d'adaptation ou une échappatoire au stress préexistant.

Toxicomanie

La toxicomanie, qui va de la consommation régulière d'alcool ou de drogue à la dépendance totale, apparaît comme un facteur notable dans les antécédents de certains individus engagés dans l'extrémisme violent. Dans 12 échantillons (n = 1 189), 21,4 % des individus présentaient une forme ou une autre de toxicomanie, y compris une dépendance à la drogue, une consommation abusive d'alcool ou d'autres habitudes de consommation. Une étude a constaté, de manière générale, l'absence de traitement formel face à ces problèmes, même dans les cas où la toxicomanie était évidente (Grimbergen et Fassaert 2022). Les témoignages individuels soulignent dans quelle mesure la toxicomanie peut créer des vulnérabilités exploitées par les réseaux extrémistes violents. Un individu a expliqué qu'avant de se convertir à l'islam, « [il] s[e] dévalorisai[t] souvent » ; soulignant que ses beuveries et ses « nuits difficiles » inquiétaient ses amis et collègues musulmans indonésiens, qui s'interrogeaient sur cette tendance autodestructrice (Aly et Striegher 2012). Un autre a indiqué vouloir prendre ses distances par rapport à un mode de vie impliquant drogue et criminalité, ce qui l'a amené à visiter une mosquée où de nouvelles connaissances l'ont encouragé à « vivre comme un bon musulman ». Au fil du temps, ces personnes sont devenues son cercle social principal, l'isolant de sa famille et l'exposant à une propagande radicale, notamment par des vidéos de souffrances en Syrie et des messages de prédicateurs radicaux appelant à se rendre dans les zones de conflit (Webber et al. 2018). Ces récits suggèrent que la toxicomanie peut représenter à la fois une épreuve personnelle et un point d'entrée pour le recrutement extrémiste violent, où la promesse de discipline, d'appartenance et de but moral se substitue aux comportements autodestructeurs antérieurs, mais oriente en fin de compte l'individu vers des causes violentes.

Personnalité

Les traits de personnalité n'ont été examinés que de manière très limitée en relation à l'extrémisme violent ; les résultats reposaient essentiellement sur de petits échantillons provenant de sources publiques et n'avaient

pas fait l'objet de mesures systématiques. Une de ces études, impliquant 40 terroristes, a identifié les traits suivants : tendances obsessionnelles dans 65 % des cas, fantasme/narcissisme dans 7,5 % des cas et paranoïa ou idées de grandeur dans 5 % des cas (Knight *et al.* 2017). Bien que ces chiffres fournissent une première indication de la présence éventuelle de certains traits de personnalité chez des extrémistes violents, la petite taille de l'échantillon et la méthode d'évaluation indirecte impliquent d'aborder les résultats avec prudence. Sur le plan fonctionnel, plusieurs entretiens suggèrent que certains individus ont naturellement tendance à être « attirés par les extrêmes », ce qui peut les prédisposer à adopter des identités politiques ou religieuses radicales (Sikkens *et al.* 2017). Il est intéressant de noter que parmi les membres d'un groupe affilié à Al-Qaïda ou à Daech, des niveaux plus élevés en matière d'émotivité et d'ouverture étaient associés à des intentions violentes plus faibles (Obaidi *et al.* 2023), ce qui montre la complexité et l'absence de linéarité dans l'interaction entre la personnalité et l'engagement extrémiste. Dans l'ensemble, bien que la personnalité puisse influencer sur la manière dont les individus réagissent à l'idéologie, aux griefs ou aux réseaux sociaux, l'étude de son rôle continue de figurer parmi les domaines les moins développés sur le plan empirique en ce qui concerne l'étude de l'extrémisme violent.

Santé mentale et neurodiversité

Ce facteur examine si la personne rencontre ou a rencontré des problèmes liés à des troubles de santé mentale ou du développement neurologique susceptibles d'influer sur le processus de radicalisation. Vingt-cinq études ont mesuré l'occurrence de problèmes de santé mentale dans 28 échantillons d'extrémistes violents. Les taux de prévalence sont hétérogènes et varient de 0 à 57 %. Cette variation s'explique peut-être par le fait que les études diffèrent à de nombreux égards. Elles mesurent différentes dimensions des problèmes de santé mentale. Dix-neuf études font état de diagnostics de troubles mentaux confirmés. Sept études font état de problèmes de santé mentale généralement considérés comme des processus psychologiques négatifs. Ces derniers sont vraisemblablement moins stricts à inclure qu'un diagnostic formel. Le regroupement des résultats de ces échantillons ($n = 19$), en ciblant uniquement les diagnostics confirmés pour lesquels la taille des échantillons est connue ($n = 1\,705$ sujets), indique un taux de 14,4 % avec un diagnostic confirmé.

D'autres problèmes de santé mentale apparaissent également dans diverses études. Ainsi, Oppetit *et al.* (2019) se sont penchés sur les dossiers de 150 Français qui avaient cherché à rejoindre Daech. Parmi eux, 12,7 % avaient fréquenté des établissements psychiatriques avant leur infraction. En outre, 29,3 % avaient un comportement autodestructeur avant de se radicaliser. De même, plusieurs autres études font état d'idées suicidaires et/ou de tentatives de suicide (Bouzar et Martin 2016 ; Corner *et al.* 2019 ; Ilardi 2013). Dans l'étude de Simi *et al.* (2016) fondée sur les données autodéclarées par 46 membres de groupes suprémacistes blancs violents, ce chiffre atteignait 57 %.

Les troubles de santé mentale sont très disparates. Peu d'études ont fourni des informations détaillées sur les types de troubles diagnostiqués dans leurs échantillons. Certaines études de groupe font état de cas isolés de dépression (Bakker 2006), de syndrome d'Asperger, de schizophrénie (Knight *et al.* 2017), de trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH), de trouble psychotique, de trouble de la personnalité borderline et de trouble de stress post-traumatique (TSPT) (van Leyenhorst et Andreas 2017). Leygraf (2014) a réalisé une expertise sur ordonnance du tribunal auprès de 29 individus reconnus coupables de crimes liés à Al-Qaïda. Trois d'entre eux étaient atteints de psychose schizophrénique, tandis que deux présentaient un trouble de la personnalité antisociale. Weenink (2015) a étudié les dossiers des services de police sur 140 Néerlandaises et Néerlandais devenus combattants étrangers. Les troubles identifiés comprenaient des troubles psychotiques, narcissiques, de déficit de l'attention avec hyperactivité (TDAH), de schizophrénie, du spectre autistique et de stress post-traumatique. Dans l'échantillon de Corner *et al.* (2016) impliquant 153 acteurs terroristes isolés, 1,3 % présentaient un traumatisme crânien ; 0,7 %, une dépendance aux drogues ; 8,5 %, une schizophrénie ; 0,7 %, des troubles schizo-affectifs ; 2 %, des troubles délirants ; 0,7 %, des troubles psychotiques ; 7,2 %, une dépression ; 3,9 %, des troubles bipolaires ; 1,3 %, des troubles anxieux non spécifiés ; 0,7 %, des troubles dissociatifs ; 1,3 %, des troubles obsessionnels compulsifs (TOC) ; 3,3 %, un TSPT ; 0,7 %, des troubles du sommeil non spécifiés ; 6,5 %, des troubles de la personnalité non spécifiés et 3,3 %, des troubles du spectre autistique.

En fonction de la source des données, on constate une différence nette dans la prévalence des diagnostics confirmés. Lorsque des examens cliniques ont eu lieu ($n = 236$ sujets), les diagnostics étaient présents dans 33,47 % des cas. Lorsque les études se fondaient entièrement, ou d'une certaine manière, sur un accès privilégié aux données policières ou judiciaires, des diagnostics concrets ont eu lieu dans 16,96 % des cas ($n = 283$ sujets). Les études fondées sur des sources publiques ($n = 1\,089$ sujets) faisaient état de diagnostics dans 9,82 % des cas.

Quatre études ont comparé les taux de troubles mentaux chez les acteurs isolés à ceux d'échantillons appariés d'acteurs agissant en groupe. Gruenewald *et al.* (2013) ont comparé des délinquants d'extrême droite

agissant, d'une part, de manière isolée et, d'autre part, en groupe, et sont arrivés à la conclusion que les premiers étaient nettement plus susceptibles d'avoir des antécédents déclarés de maladie mentale (40,4 % contre 7,6 %). L'échantillon étudié par Hewitt (2003), qui impliquait des acteurs isolés représentant divers milieux idéologiques, a produit des résultats similaires (22 % contre 8,1 %), malgré un taux de prévalence de près de 50 % inférieur au taux observé dans l'étude de Gruenewald *et al.* Corner et Gill (2015) ont comparé 119 acteurs terroristes isolés à 428 acteurs appartenant à des groupes. Les terroristes isolés étaient 13,5 fois plus susceptibles d'avoir des antécédents de maladie mentale que les terroristes appartenant à un groupe. Corner *et al.* (2016) ont examiné ces résultats plus en détail et ont documenté une corrélation négative entre le niveau de codélinquance et le taux de prévalence des troubles mentaux. Alors que l'échantillon de terroristes isolés de Corner *et al.* comprenait plus de 40 % d'individus concernés par des antécédents de troubles mentaux, la proportion de terroristes agissant seuls (par exemple, les acteurs qui ont mené leur attaque seuls, mais qui ont reçu le soutien d'un groupe terroriste plus large) était d'environ 20 % ; pour les dyades, elle était d'un peu plus de 5 % et pour les acteurs en groupe, elle était inférieure à 3 %.

Deux études ont démontré des taux plus faibles de maladies psychiatriques (Lyons et Harbinson 1986) et de troubles du comportement (Dhumad *et al.* 2020) chez les extrémistes violents comparativement aux meurtriers non inspirés par une quelconque idéologie.

Merari *et al.* ont procédé à différents tests psychologiques sur un échantillon de kamikazes et ont rapproché les résultats avec ceux de divers groupes de comparaison (par exemple d'autres terroristes et des criminels non politiques) (Merari *et al.* 2009a et 2009b ; Merari 2010). Ces études se sont appuyées sur plusieurs techniques, dont des entretiens cliniques, des tests de personnalité, le test d'aperception thématique (Thematic Apperception Test – TAT) et le test de dessin « maison-arbre-personne » (House-Tree-Person Test – HTP). Par rapport au groupe témoin, les diagnostics étaient nettement plus nombreux au sein du groupe de kamikazes pour les troubles de la personnalité évitante-dépendante (60 % contre 17 %), les symptômes dépressifs (53 % contre 8 %) et les tendances suicidaires plus manifestes (40 % contre 0 %). En revanche, le groupe témoin était plus susceptible d'inclure des membres ayant des tendances psychopathiques (25 % contre 0 %) et des tendances impulsives-instables (67 % contre 27 %). Les organisateurs d'attentats-suicides affichaient des taux de résistance intrinsèque, d'impulsivité et d'instabilité émotionnelle plus élevés que les auteurs potentiels d'attentats-suicides.

Weenink (2015) a étudié une cohorte de combattants étrangers néerlandais et constaté des niveaux élevés de schizophrénie et de psychose par rapport à la population générale. Dans une base de données considérablement élargie, Weenink (2019) a également identifié des niveaux élevés de troubles psychotiques et de TSPT parmi les terroristes isolés. Corner *et al.* (2016) ont constaté des niveaux élevés de schizophrénie, d'autisme et de troubles délirants par rapport au taux de base. Dans une étude fondée sur les données d'un registre en Suède, il a été révélé que les terroristes isolés étaient significativement plus susceptibles d'avoir été hospitalisés ou suivis en ambulatoire en raison d'un trouble mental grave que leurs frères et d'autres extrémistes violents de genre masculin.

Allely et Faccini (2017) ont décrit plusieurs brèves études de cas démontrant les liens fonctionnels entre l'autisme et le soutien ou l'engagement dans le terrorisme. Ces études démontrent les diverses répercussions que peuvent avoir différents déficits liés à l'autisme (par exemple l'augmentation de la naïveté sociale, l'adhésion trop rigide aux règles, l'incompréhension des situations sociales, l'agressivité et les intérêts obsessionnels). Inderberg *et al.* (2019) présentent trois vignettes fondées sur des données primaires concernant l'impact de l'autisme et de la psychose et la manière dont ils entraînent un effondrement des fonctions cognitives et du contrôle des impulsions, ainsi que de la capacité à évaluer le caractère dangereux/offensant d'une situation. Post (2000) relate son expérience d'expert témoin dans un procès où l'accusé, auteur d'un attentat à la bombe, souffrait de dépression et de TSPT avant les faits et décrit le rôle fonctionnel de ces deux troubles.

Des études de groupe démontrent en outre que les problèmes de santé mentale n'augmentent pas seulement les vulnérabilités individuelles, mais peuvent, dans certaines circonstances, avoir d'autres répercussions. Par exemple, les analyses séquentielles de données relatives aux acteurs terroristes isolés démontrent que, pendant la radicalisation, « les problèmes de santé mentale semblent être un précurseur et une conséquence des comportements criminels, qui eux-mêmes sont les marqueurs d'un manque d'attachement aux règles morales prosociales (susceptibilité morale) et/ou des marqueurs de sélection dans des contextes criminogènes, dont certains peuvent être porteurs de radicalisation (y compris la prison) » (Corner *et al.* 2019).

La propagande fournit aux extrémistes une explication à leurs expériences personnelles négatives, y compris les traumatismes et les problèmes de santé mentale. Dans certaines circonstances, les problèmes de santé mentale (ou leurs marqueurs) peuvent également attirer certains recruteurs pour des tâches et des fonctions spécifiques au sein d'un réseau extrémiste (Bubolz et Simi 2019).

Une étude réalisée en 2023 à partir des données du cadre d'évaluation des risques (Extremism Risk Guidelines 22+ – ERG22+) (Ministère britannique de la Justice 2023) a démontré une relation significative entre la présence d'une maladie mentale/d'un trouble de la personnalité et le principal mode de radicalisation. Lorsque les maladies mentales/troubles de la personnalité étaient évalués comme fortement présents, la radicalisation en ligne était significativement associée aux formes hybrides de radicalisation ou à la radicalisation en face-à-face. Les personnes principalement radicalisées en ligne étaient 6,27 fois plus susceptibles d'avoir une maladie mentale ou un trouble de la personnalité que celles principalement radicalisées hors ligne, et 4,43 fois plus susceptibles que celles radicalisées à la fois en ligne et hors ligne.

Une étude de cas unique, menées à partir d'entretiens cliniques et de tests psychométriques et qui impliquait une personne autiste ayant commis plusieurs actes terroristes par le biais d'activités en ligne, a démontré que ces vulnérabilités semblaient conduire à un cycle de renforcement négatif qui perpétuait le processus de radicalisation.

Traumatismes de l'enfance

Les traumatismes de l'enfance apparaissent comme un thème récurrent et significatif dans les antécédents de nombreuses personnes impliquées dans l'extrémisme violent, laissant généralement une vulnérabilité profonde qui sert de terreau à leur radicalisation. Des expériences de vie négatives marquantes ont été mesurées au sein d'une cohorte allemande de partisans condamnés d'Al-Qaida et de Daech. Les résultats ont montré que ces expériences étaient 2,22 fois plus susceptibles de s'être produites pendant l'enfance que pendant toute autre phase du développement (Moeller et Scheithauer 2024). Des études ont également montré des taux de prévalence entre :

- ▶ 17,6 % et 71,4 % pour les victimes de violences physiques ;
- ▶ 23 % et 28,5 % pour les victimes d'abus sexuels ;
- ▶ 16,35 % et 85,3 % pour les victimes de négligence ou de violences psychologiques ;
- ▶ 36 % et 82 % pour les victimes d'abandon parental ;
- ▶ 18,6 % et 64 % pour les victimes de violences domestiques ou de quartier.

Dans 10 études (n = 330), 45,1 % des individus ont fait état de problèmes liés à la négligence affective et/ou d'abus. Dans quatre études (n = 1 491), 50,2 % des individus ont perdu un aidant, un être cher, ont été endeuillés ou ont vécu une séparation soudaine. Dans quatre études (n = 295), 42,7 % ont grandi dans un foyer où un proche/parent avait des problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie.

Une étude sur les extrémistes d'extrême droite aux États-Unis souligne une différence marquée entre les participants et la population générale dans le pays. Les extrémistes étaient près de quatre fois moins susceptibles de n'avoir connu aucun traumatisme durant leur enfance (10 % contre 39 %) et près de quatre fois plus susceptibles d'avoir été exposés à au moins quatre de ces traumatismes (63 % contre 16 %) par rapport aux taux observés dans d'autres études. « Considérés dans leur ensemble, ces résultats indiquent que notre échantillon comprend des personnes présentant des taux de facteurs de risque durant l'enfance plus élevés qu'au sein de la population générale des États-Unis et des taux similaires de facteurs de risque pendant l'enfance par rapport à un échantillon « à haut risque » » (Santos-Hermoso *et al.* 2023). Les taux d'abus physiques et sexuels subis durant l'enfance dépassent les taux précédemment observés dans la population générale des États-Unis (Stemmler *et al.* 2021). Une étude similaire portant sur des individus néerlandais a révélé que le nombre de traumatismes de l'enfance observés dans cet échantillon était près de deux fois supérieur à celui du groupe témoin cité dans l'étude ci-dessus (Grimbergen et Fassaert 2022).

Une étude de cas clinique portant sur une jeune femme radicalisée a montré :

un lien possible entre la radicalisation violente et un traumatisme psychologique complexe ayant pour effet la réactivation de mécanismes post-traumatiques tels que : (i) l'activation du système nerveux autonome et dérégulation émotionnelle lors d'actes violents ; (ii) l'activation des mécanismes de dissociation (sidération psychique et amnésie post-traumatique) lors des phases d'endoctrinement et d'exposition à des actes violents ; (iii) l'activation de mécanismes de contrôle dans la recherche d'un cadre de vie strict et d'une idéologie radicale ; (iv) l'évitement relationnel dans le processus de rupture relationnelle et de socialisation radicale.

L'étude met en lumière que le processus de radicalisation peut répondre aux besoins et au fonctionnement psychiques des personnes psycho-traumatisées, tels que canalisation des tensions, sentiment d'être reconnu et actif dans sa propre vie (Rostami *et al.* 2022).

Les participants ont souvent relevé les conséquences néfastes du traumatisme vécu dans leur enfance sur leur sentiment d'innocence enfantine, la perte du sentiment de soi, le fait de porter une grande part de

responsabilité dans l'épreuve traversée en se culpabilisant, une attitude sur la défensive et une sensibilité marquée à la provocation (Santos-Hermoso *et al.* 2023).

Dans leurs citations, les terroristes ont évoqué les répercussions des traumatismes subis durant l'enfance sur leur implication dans l'extrémisme violent :

C'est l'absence de mon père dans ma vie qui a fait naître chez moi un sentiment d'insécurité, parce qu'on ne comprend pas pourquoi son père ne vient pas nous voir... en tant qu'enfant, on se sent responsable. On pense que c'est de notre faute. On assume cela... cela a joué un rôle dans mon sentiment d'insécurité et de ne pas être à ma place, et la drogue est devenue un mécanisme de défense. Elle était mon échappatoire à la réalité parce que je ne voulais pas me regarder en face. Je fuyais pour ne pas avoir à me remettre en question. Quand les skinheads sont arrivés, c'est devenu une autre échappatoire (*ibid.*).

Ce qui m'est arrivé lorsque j'étais enfant m'a coupé de qui je suis. On vit ce moment oscillant de normalité qui est ennuyeux et qui donne l'impression que tout le monde mène une vie quotidienne normale. Je veux dire qu'une fois que vous avez été violée, vous n'avez plus les mêmes repères dans la vie et ce qui est normal pour les autres est comme la mort, parce que vous êtes mal à l'aise et pas en phase avec cette partie de vous-même... vous êtes déconnectée, mais lorsque vous vous livrez à des activités dangereuses, vous êtes alerte, vos sens sont en éveil... être violente et blessante envers les autres m'a secouée. Ce déclencheur était nécessaire (*ibid.*).

L'expérience de l'humiliation personnelle est positivement liée au besoin de tourner la page, qui était lui-même lié à l'extrémisme islamique. Cela suggère que les expériences d'humiliation qui font naître un sentiment de perte d'importance de soi peuvent ébranler la confiance des individus en eux-mêmes, les incitant à restaurer un sentiment de certitude et à tourner la page. Cet état d'esprit devrait ainsi renforcer l'attractivité des idéologies extrêmes qui offrent des visions du monde simplistes et rassurantes (Weenink 2015).

J'ai rejoint l'organisation avec l'idée qu'elle pourrait être une solution aux problèmes et au désespoir que j'ai connus dans ma famille (Pedahzur *et al.* 2003).

Conclusion

Comme indiqué dans l'introduction, les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent sont complexes. Ils sont multiples, varient d'un cas à l'autre, ont une intensité différente dans le processus menant à l'engagement terroriste et jouent des rôles fonctionnels différents en fonction des contextes. Des facteurs complexes appellent une réponse complexe, multidimensionnelle, individualisée dans certains cas et contextuellement solide dans d'autres. Si un recruteur adapte son « discours » aux besoins actuels des recrues potentielles, la politique doit elle aussi s'adapter et disposer de stratégies de sortie multiples afin de répondre aux besoins de personnes ayant chacune en propre un ensemble complexe de facteurs influençant ses choix et ses comportements.

L'extrémisme violent s'explique mieux comme le produit de forces qui s'entrecroisent, et non comme le résultat inévitable d'un facteur donné. Compilés à partir de plusieurs centaines de cas et plus d'une centaine d'études, les éléments de preuve rendent compte de cette complexité : exclusion politique, précarité socio-économique, menaces culturelles, chambres d'écho numériques, stratégies de recrutement sélectif et vulnérabilités personnelles se combinent de différentes manières pour pousser les individus à passer du ressentiment à l'action violente. L'entrée dans les réseaux extrémistes violents n'est pas le produit d'un mécanisme unique, mais celui de divers facteurs endogènes et exogènes qui agissent simultanément. Par conséquent, les explications simplistes ou les solutions universelles sont vouées à l'échec. Une lutte efficace contre le terrorisme doit être multidimensionnelle, flexible et fondée sur des éléments factuels.

Plusieurs grands enseignements se dégagent. Premièrement, la prévention en amont est essentielle. Le renforcement d'une gouvernance inclusive, la réduction des inégalités et l'investissement dans l'éducation, l'emploi et la cohésion communautaire peuvent remédier aux conditions structurelles dont tirent parti les extrémistes violents. La réglementation du numérique et la contre-propagande doivent accompagner les efforts visant à renforcer l'esprit critique et l'éducation aux médias, en particulier chez les jeunes.

Deuxièmement, il est fondamental d'assurer l'identification précoce des personnes à risque et de leur apporter du soutien. Le recrutement est ciblé, axé sur les jeunes, les personnes marginalisées ou celles qui possèdent des compétences particulières. Apporter un soutien à différentes étapes de la vie d'un individu (telles que la réinsertion d'anciens détenus, la perte d'emploi, le deuil), élargir l'accès aux soins de santé mentale et aux soins tenant compte des traumatismes, et proposer de nouvelles communautés sociales et idéologiques peuvent détourner d'une trajectoire de radicalisation.

Troisièmement, la collaboration interinstitutionnelle doit devenir la norme. Les forces de l'ordre ne peuvent à elles seules empêcher la radicalisation ; il est nécessaire d'agir en partenariat avec les personnes qui œuvrent dans les milieux de l'éducation, les travailleurs sociaux, les professionnels de la santé mentale et de la recherche, les responsables communautaires en vue d'élaborer des évaluations complètes des risques et des interventions adaptées. Les données recueillies dans d'autres domaines de la prévention de la violence montrent que la coordination intersectorielle conduit à de meilleurs résultats et évite la répétition des efforts.

Quatrièmement, les facteurs de protection méritent une attention bien plus soutenue. La recherche se concentre majoritairement sur les facteurs de risque ; cependant, pour concevoir des programmes de prévention, il est essentiel de comprendre ce qui protège les individus de la radicalisation. Le soutien social, un emploi valorisant, une identité positive, un engagement civique et la justice réparatrice peuvent atténuer les risques, mais des études rigoureuses sont nécessaires pour confirmer et mettre en œuvre ces éléments protecteurs.

Cinquièmement, il y a lieu de poursuivre l'amélioration de la qualité des données et des cadres analytiques. Les comptes rendus anecdotiques ont cédé la place à la recherche systématique, mais davantage d'études comparatives, longitudinales et avec des groupes témoins sont nécessaires. Des théories solides devraient accompagner les associations statistiques pour expliquer comment et pourquoi certains facteurs conduisent à

l'extrémisme violent, plutôt que de se contenter de décrire les corrélations. En l'absence de cadres explicatifs, les politiques risquent d'être guidées par des listes de contrôle plutôt que par la compréhension des phénomènes.

Enfin, toute réponse doit éviter de stigmatiser des communautés entières. Bien que certaines caractéristiques démographiques soient surreprésentées parmi les auteurs d'infractions, la plupart des personnes qui partagent ces caractéristiques ne commettent pas d'actes de violence. Les politiques doivent respecter les droits, être proportionnées et sensibles aux diverses formes d'extrémisme violent présentes dans les États membres du Conseil de l'Europe. En combinant réformes structurelles, résilience communautaire, soutien individuel et pratiques fondées sur des données probantes, les gouvernements peuvent diminuer l'attrait de l'extrémisme violent et défendre les valeurs d'inclusion, de liberté et de sécurité qui fondent le mandat du Conseil de l'Europe.

En décomposant les facteurs au regard de leurs éléments constitutifs, il est possible de commencer à identifier les implications politiques spécifiques à chaque niveau.

Implications politiques

Facteurs systémiques

Au niveau systémique, les politiques doivent s'attaquer aux faiblesses structurelles qui ouvrent la voie à la radicalisation et entravent une prévention efficace. Cela implique notamment de renforcer le partage de renseignements entre les institutions, d'aligner les actions des forces de l'ordre, des services sociaux et des acteurs communautaires autour de cadres de prévention coordonnés, et de veiller à ce que les programmes d'intervention s'inscrivent dans des stratégies plus larges de lutte contre l'extrémisme plutôt que d'opérer de manière isolée. Les systèmes judiciaires et sécuritaires devraient être équipés pour traiter à la fois les phases prédélictueuse et postdélictueuse de la trajectoire de radicalisation, en proposant notamment des possibilités de déjudiciarisation et de réinsertion à différents stades du processus. Parallèlement, les réformes devraient cibler les lacunes que les extrémistes violents exploitent, telles que les échecs dans les trajectoires de réinsertion, les interventions inégales en milieu carcéral et le manque de soins ou d'aide à la réinsertion post-carcérale.

Facteurs environnementaux

Les environnements propices à la radicalisation, qu'ils soient physiques (prisons, zones de conflit, quartiers marginalisés, etc.) ou numériques (forums extrémistes, canaux de messagerie cryptés, etc.), nécessitent des stratégies de perturbation et de prévention adaptées. Cela implique à la fois de « renforcer » les environnements à haut risque à travers une surveillance proactive et une sensibilisation ciblée, et de les transformer en espaces protecteurs en y intégrant des acteurs crédibles et dignes de confiance, capables de contrer les discours extrémistes violents et d'offrir des réseaux de soutien alternatifs. En ce qui concerne les environnements numériques, les décideurs politiques devraient donner la priorité aux partenariats avec les entreprises technologiques de manière à détecter les cas d'interaction avec des contenus préjudiciables, les limiter et, le cas échéant, les réorienter vers des interventions constructives. S'agissant des contextes communautaires et institutionnels, les efforts de prévention devraient viser à réduire l'isolement social, à traiter les griefs de manière constructive et à améliorer l'accès aux voies légitimes d'expression politique et sociale, réduisant ainsi l'attrait relatif des réseaux extrémistes violents.

Facteurs d'effets de sélection

Les effets de sélection soulignent que les réseaux extrémistes violents recrutent ou attirent souvent délibérément des individus présentant des traits, des antécédents ou des capacités spécifiques qui répondent à leurs besoins opérationnels. Dès lors, la politique de prévention doit non seulement chercher à empêcher les individus de se radicaliser, mais aussi à perturber les processus par lesquels les groupes identifient, approchent et attirent des membres potentiels. Les programmes de renseignement et d'engagement communautaire devraient s'employer à détecter les premiers signes de ciblage ou de conditionnement (grooming), en particulier parmi les individus ayant des compétences, des connaissances ou des vulnérabilités qui intéressent les organisations extrémistes violentes (par exemple formation militaire, expertise technique ou sentiment de grief marqué). Les efforts déployés devraient également porter sur la manière dont les groupes extrémistes violents exploitent les relations communautaires, les institutions et les espaces en ligne existants pour identifier les recrues les plus prometteuses, en utilisant des contre-messages adaptés et en renforçant la résilience au sein de ces viviers de recrutement. Il est essentiel que les interventions tiennent compte du caractère souvent opportuniste du recrutement, qui tire parti des crises situationnelles personnelles des individus, et qu'elles disposent par conséquent d'une capacité de réaction rapide pour intervenir avant que l'engagement s'approfondisse.

Facteurs individuels

Les réponses politiques devraient reconnaître que les individus qui s'engagent dans l'extrémisme violent présentent souvent une constellation de vulnérabilités et de motivations qui se recoupent, plutôt qu'un facteur de causalité unique. Cela signifie que les interventions doivent revêtir un caractère pluridimensionnel et répondre simultanément aux besoins psychosociaux (tels que le soutien en matière de santé mentale, le rétablissement post-traumatique), aux facteurs de risque comportementaux (tels que la toxicomanie, les antécédents criminels) et aux éléments liés à l'attitude (tels que les griefs, l'engagement idéologique). Les outils de détection et les évaluations des risques ne devraient pas se limiter à des profils statiques, mais intégrer des indicateurs dynamiques capables d'évoluer au fil du temps, tels que les changements d'état émotionnel, les réseaux sociaux ou l'exposition à des contenus favorisant la radicalisation. Les interventions précoces devraient avant tout chercher à renforcer la résilience par le développement d'une identité prosociale, à consolider les stratégies d'adaptation et à proposer d'autres voies crédibles en vue d'atteindre un sentiment d'importance de soi.

Références

- Alberda D. L. *et al.* (2022), "Identifying risk factors for jihadist terrorist offenders committing homicide: an explorative analysis using the European Database of Terrorist offenders", *Frontiers in Psychology*, volume 13, n° 1000186.
- Allan H. *et al.* (2015), *Drivers of violent extremism: hypotheses and literature review*, RUSI, Londres.
- Allely C. S. et Faccini L., "'Path to intended violence' model to understand mass violence in the case of Elliot Rodger", *Aggression and Violent Behavior*, volume 37, pp. 201-209.
- Altunbas Y. et Thornton J. (2011), "Are homegrown Islamic terrorists different? Some UK evidence", *Southern Economic Journal*, volume 78, numéro 2, pp. 262-272.
- Aly A. et Striegher J. L. (2012), "Examining the role of religion in radicalization to violent Islamist extremism", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 35, numéro 12, pp. 849-862.
- Bakker E. (2006), "Jihadi terrorists in Europe, their characteristics and the circumstances in which they joined the jihad: an exploratory study", Netherlands Institute of International Relations Clingendael, La Haye.
- Bakshy E. *et al.* (2015), "Exposure to ideologically diverse news and opinion on Facebook", *Science*, volume 348, numéro 6239, pp. 1130-1132.
- Böckler N. *et al.* (2015), "The Frankfurt airport attack: a case study on the radicalization of a lone-actor terrorist", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 2, numéros 3-4, p. 153.
- Bouhana N. (2019), "The moral ecology of extremism: a systemic perspective", Commission for Countering Extremism, Londres.
- Bousar B. et Martin M. (2016), "Méthode expérimentale de déradicalisation: quelles stratégies émotionnelles et cognitives?", *Pouvoirs* 2016/3 n° 158, pp. 83-96.
- Bronsard G. *et al.* (2022), "Adolescents engaged in radicalisation and terrorism: a dimensional and categorical assessment", *Frontiers in Psychiatry*, volume 12, n° 2585.
- Bubolz B. F. et Simi P. (2019), "The problem of overgeneralization: the case of mental health problems and US violent white supremacists", *American Behavioral Scientist*.
- Campelo N. *et al.* (2018), "Joining the Islamic state from France between 2014 and 2016: an observational follow-up study", *Palgrave Communications*, volume 4, numéro 1.
- Capellan J. A. et Anisin A. (2018), "A distinction without a difference? Examining the causal pathways behind ideologically motivated mass public shootings", *Homicide Studies*, volume 22, numéro 3, pp. 235-255.
- Conway M. (2016), "Determining the role of the internet in violent extremism and terrorism", in Aly A. *et al.* (éd.), *Violent extremism online*, pp. 123-48, Routledge, Londres.
- Corner E. et Gill P. (2015), "A false dichotomy? Mental illness and lone-actor terrorism", *Law and Human Behavior*, volume 39, numéro 1, p. 23.
- Corner E. et Gill P. (2020), "Psychological distress, terrorist involvement and disengagement from terrorism: a sequence analysis approach", *Journal of Quantitative Criminology*, volume 36, pp. 499-526.
- Corner E. *et al.* (2016), "Mental health disorders and the terrorist: a research note probing selection effects and disorder prevalence", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 39, numéro 6, pp. 560-568.
- Corner E. *et al.* (2019), "The multifinality of vulnerability indicators in lone-actor terrorism", *Psychology, Crime & Law*, volume 25, numéro 2, pp. 111-132.

Dalgaard-Nielsen A. (2010), "Violent radicalization in Europe : what we know and what we do not know", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 33, numéro 9, pp. 797-814.

Dhumad S. *et al.* (2020), "Risk factors for terrorism : a comparison of family, childhood, and personality risk factors among Iraqi terrorists, murderers, and controls", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, volume 12, numéro 1, pp. 72-88.

Eurofound (2025), *Trust*, disponible à l'adresse : www.eurofound.europa.eu/en/topics/trust, consulté le 4 février 2026.

Europol (2024), *European Union terrorism situation and trend report 2024*, disponible à l'adresse : www.europol.europa.eu/publication-events/main-reports/european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2024-eu-te-sat, consulté le 4 février 2026.

Europol (2025), *European Union terrorism situation and trend report 2025*, disponible à l'adresse : www.europol.europa.eu/publication-events/main-reports/european-union-terrorism-situation-and-trend-report-2025-eu-te-sat, consulté le 4 février 2026.

Eurostat (2025a), "3 930 intentional homicides recorded in the EU in 2023", disponible à l'adresse : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20250423-1>, consulté le 4 février 2026.

Eurostat (2025b), "Euro area unemployment at 6.3%", disponible à l'adresse : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/3-30012025-bp>, consulté le 4 février 2026.

Financial Times (2024), "Polysubstance abuse' a growing threat in Europe, warns drugs agency chief", publié le 11 juin 2024.

Gill P. *et al.* (2014), "Bombing alone : tracing the motivations and antecedent behaviors of lone-actor terrorists", *Journal of Forensic Sciences*, volume 59, numéro 2, pp. 425-435.

Gill P. *et al.* (2022), "What do closed source data tell us about lone actor terrorist behavior ? A research note", *Terrorism and Political Violence*, volume 34, numéro 1, pp. 113-130.

Grimbergen C. et Fassaert T. (2022), "Occurrence of psychiatric disorders, self-sufficiency problems and adverse childhood experiences in a population suspected of violent extremism", *Frontiers in Psychiatry*, volume 13, n° 779714.

Gruenewald J. *et al.* (2013), "Distinguishing 'loner' attacks from other domestic extremist violence", *Criminology & Public Policy*, volume 12, numéro 1, pp. 65-91.

Hamm M. S. (2013), *The spectacular few : prisoner radicalization and the evolving terrorist threat* (volume 13), NYU Press, New York.

Hewitt C. (2003), *Understanding terrorism in America*, 1^{re} édition, Routledge.

Horgan J. *et al.* (2016), "Actions speak louder than words : a behavioral analysis of 183 individuals convicted for terrorist offenses in the United States from 1995 to 2012", *Journal of Forensic Sciences*, volume 61, numéro 5, pp. 1228-1237.

Hutmacher F. et Appel M. (2023), "The psychology of personalization in digital environments : from motivation to well-being – A theoretical integration", *Review of General Psychology*, volume 27, numéro 1, pp. 26-40.

Ilardi G. J. (2013), "Interviews with Canadian radicals", *Studies in Conflict and Terrorism, Taylor & Francis Journals*, volume 36(9), pp. 713-738, disponible à l'adresse : <https://ideas.repec.org/a/taf/uterxx/v36y2013i9p713-738.html>, consulté le 4 février 2026.

Inderberg *et al.* (2019), "Autism, intellectual disabilities and additional psychosis, and affiliation to groups with violent ideology : short communication", *Journal of Intellectual Disabilities and Offending Behaviour*, volume 10, numéro 1, pp. 1-7.

Karimi Y. *et al.* (2023), "Psychological normality or abnormality : a case study on Salafi-jihadists in the Middle-East", *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, volume 69, numéros 6-7, pp. 779-797.

Klausen J. *et al.* (2016), "Toward a behavioral model of 'homegrown' radicalization trajectories", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 39, numéro 1, pp. 67-83.

Knight S. *et al.* (2017), "Violent versus nonviolent actors : an empirical study of different types of extremism", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 4, numéro 4, p. 230.

- Kumar S. *et al.* (2024), "Trends in prevalence of adverse childhood experiences by sociodemographic factors in the United States: Behavioral Risk Factor Surveillance System 2009-2022", *BMC Public Health*, volume 24, n° 2615, disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1186/s12889-024-20125-4>, consulté le 4 février 2026.
- LaFree *et al.* (2018), "Correlates of violent political extremism in the United States", *Criminology*, volume 56, numéro 2, pp. 233-268.
- Lankford A. (2013), "A comparative analysis of suicide terrorists and rampage, workplace, and school shooters in the United States from 1990 to 2010", *Homicide Studies*, volume 17, numéro 3, pp. 255-274.
- Leyenhorst M. (van) et Andreas A. (2017), "Dutch suspects of terrorist activity: a study of their biographical backgrounds based on primary sources", *Journal for Deradicalization*, volume 12, pp. 309-344.
- Leygraf N. (2014), "On the phenomenology of Islamic terrorist offenders", *Forensische Psychiatrie Psychologie Kriminologie*, volume 8(4), pp. 237-245.
- McGlynn C. et McDaid S. (2019), "Radicalisation and higher education: students' understanding and experiences", *Terrorism and Political Violence*, volume 31, numéro 3, pp. 559-576.
- Merari A. (2010), *Driven to death: psychological and social aspects of suicide terrorism*, Oxford University Press.
- Merari A. *et al.* (2009a), "Making Palestinian 'martyrdom operations'/'suicide attacks': interviews with would-be perpetrators and organizers", *Terrorism and Political Violence*, volume 22, numéro 1, pp. 102-119.
- Merari A. *et al.* (2009b), "Personality characteristics of 'self martyrs'/'suicide bombers' and organizers of suicide attacks", *Terrorism and Political Violence*, volume 22, numéro 1, pp. 87-101.
- Ministère britannique de la Justice (2023), "The Extremism Risk Guidance 22+ : a psychometric analysis", disponible à l'adresse : www.gov.uk/government/publications/extremism-risk-guidance-22-an-exploratory-psychometric-analysis, consulté le 4 février 2026.
- Ministère néerlandais de la Justice et de la Sécurité, (s.d.), "VERA 2R : violent extremism risk assessment 2 revised", disponible à l'adresse : www.vera-2r.nl/, consulté le 4 février 2026.
- Moeller M. J. et Scheithauer H. (2024), "Developmental and biographical issues in radicalization pathways: a comparative case analysis of homegrown German convicts of Islamist terrorism-related offenses", *Terrorism and Political Violence*, volume 36, numéro 2, pp. 214-233.
- Moeller M. J. *et al.* (2022), "Motivational dynamics of German Salafist jihadists: a multi-methodical in-depth study of three paradigmatic cases", *Frontiers in Psychology*, volume 13, n° 1009222.
- O'Donnell A. (2016), "Securitisation, counterterrorism and the silencing of dissent: the educational implications of Prevent", *British Journal of Educational Studies*, volume 64, numéro 1, pp. 53-76.
- Obaidi M. *et al.* (2023), "The personality of violent jihadists: examining violent and nonviolent defense of Muslims", *Journal of Personality*, volume 92, numéro 4, pp. 1172-1192.
- Obaidi M. *et al.* (2025), "Toward an integrated psychological model of violent extremism", *European Review of Social Psychology*, pp. 1-50, disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1080/10463283.2025.2478735>, consulté le 4 février 2026.
- OCDE (2025), *Résultats du PISA 2022 (Volume I) : Apprentissage et équité dans l'éducation*, PISA, Éditions OCDE, Paris, disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1787/165f1d07-fr>, consulté le 4 février 2026.
- ONU DC (2018), "Drivers of violent extremism", disponible à l'adresse : www.unodc.org/e4j/en/terrorism/module-2/key-issues/drivers-of-violent-extremism.html, consulté le 4 février 2026.
- Oppetit A. *et al.* (2019), "Do radicalized minors have different social and psychological profiles from radicalized adults?", *Frontiers in Psychiatry*, volume 10, n° 644.
- Our World in Data (2025), "Marriages and divorces", disponible à l'adresse : <https://ourworldindata.org/marriages-and-divorces>, consulté le 4 février 2026.
- Parlement européen (2023), "Mental health in the EU".
- Pedahzur A., Perliger A. et Weinberg L. (2003), "Altruism and fatalism: the characteristics of Palestinian suicide terrorists", *Deviant Behavior*, volume 24, numéro 4, pp. 405-423.
- Perliger A. *et al.* (2016), "The gap between participation and violence: why we need to disaggregate terrorist 'profiles'", *International Studies Quarterly*, volume 60, numéro 2, pp. 220-229.

- Peschak J. (2023), "Terror and crime: anatomy of an Austrian jihadist prison cohort", *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, volume 68, numéro 15, pp. 1467-1484.
- Porter L. E. et Kebbell M. R. (2011), "Radicalization in Australia: examining Australia's convicted terrorists", *Psychiatry, Psychology and Law*, volume 18, numéro 2, pp. 212-231.
- Post J. et al. (2003), "The terrorists in their own words: interviews with 35 incarcerated Middle Eastern terrorists", *Terrorism and Political Violence*, volume 15, numéro 1, pp. 171-184.
- Pritchett S. et Moeller K. (2022), "Can social bonds and social learning theories help explain radical violent extremism?" *Nordic Journal of Criminology*, volume 23, numéro 1, pp. 83-101.
- Reynolds S. C. et Hafez M. M. (2017), "Social network analysis of German foreign fighters in Syria and Iraq", *Terrorism and Political Violence*, volume 31, numéro 4, pp. 1-26.
- Rodermond E. et Thijs F. (2023), "From crime to terrorism: life-circumstances and criminal careers of terrorist suspects", *Crime & Delinquency*, volume 69, numéro 5, pp. 971-994.
- Rodermond E. et Weerman F. (2021), "The families of Dutch terrorist suspects: risk and protective factors among parents and siblings", *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, volume 104, numéro 3, pp. 271-282.
- Rostami A. et al. (2022), "Lone threats: a register-based study of Swedish lone actors", *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, volume 48, numéro 1, pp. 75-94.
- Santos-Hermoso J. et al. (2023), "Jihadist extremism in Spanish prisons: characterisation of the inmates linked to jihadist radicalisation and analysis of their behaviour in prison", *Terrorism and Political Violence*, volume 35, numéro 4, pp. 733-753.
- Sikkens E. et al. (2017), "Parental influence on radicalization and de-radicalization according to the lived experiences of former extremists and their families", *Journal for Deradicalization*, volume 12, pp. 192-226.
- Silke A. (2014), "Prisons, terrorism and extremism", *Critical Issues in Management, Radicalisation and Reform*, Routledge, Londres.
- Simi P. et al. (2016), "Narratives of childhood adversity and adolescent misconduct as precursors to violent extremism: a life-course criminological approach", *Journal of Research in Crime and Delinquency*, volume 53, numéro 4, pp. 536-563.
- Stemmler M. et al. (2021), "Psychological differences between radicalized and non-radicalized Muslim prisoners: a qualitative analysis of their frame alignment", *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, volume 104, numéro 3, pp. 283-297.
- Thijs F. et al. (2022), "Violent and nonviolent terrorist suspects: a comparative analysis based on data from the Netherlands", *European Journal on Criminal Policy and Research*, volume 30, pp. 63-83.
- Thijs F. et al. (2023), "Research note: pathways of foreign fighters: an in-depth and comparative study based on Dutch probation files", *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 351-375.
- Thijssen G. et al. (2023a), "Understanding violent extremism: identifying motivational classes in male jihadist detainees", *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, volume 67, numéro 15, pp. 1455-1473.
- Vergani M. et al. (2020), "The three Ps of radicalization: push, pull and personal. A systematic scoping review of the scientific evidence about radicalization into violent extremism", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 43, numéro 10, p. 854.
- Webber D. et al. (2018), "The road to extremism: field and experimental evidence that significance loss-induced need for closure fosters radicalization", *Journal of Personality and Social Psychology*, volume 114, numéro 2, p. 270.
- Weenink A. (2019), "De Syriëgangers" [People Who Went to Syria], Den Haag: Landelijke Eenheid, Dienst Landelijke Informatieorganisatie.
- Weenink A. W. (2015), "Behavioral problems and disorders among radicals in police files", *Perspectives on Terrorism*, volume 9, numéro 2, pp. 1-33.

Annexe

Études empiriques incluses

Ashraf A. A. et Islam M. S. (2023), "Islamist militant groups and crime-terror nexus in Bangladesh", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 46, numéro 9, pp. 1678-1701.

Belton E. et Cherney A. (2024), "Testing the application of violent extremism risk assessment to individuals who have radicalised in Australia: the case of the VERA-2R", *Trends and Issues in Crime and Criminal Justice*, n° 690, pp. 1-19.

Belton E. *et al.* (2023), "Profiles of individual radicalisation in Australia (PIRA)", *Perspectives on Terrorism*, volume 17, numéro 1, pp. 18-35.

Böckler N. *et al.* (2020), "Islamist terrorists in Germany and their warning behaviors: a comparative assessment of attackers and other convicts using the TRAP-18", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 7, numéros 3-4, p. 157.

Botha A. (2014), "Political socialization and terrorist radicalization among individuals who joined al-Shabaab in Kenya", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 37, numéro 11, pp. 895-919.

Braddock K. (2024), "Using deep learning neural networks to predict violent vs. nonviolent extremist behaviors", *Terrorism and Political Violence*, volume 37, numéro 6, pp. 1-23.

Cañas-Martínez J. (2024), "Networks, marriage, and socioeconomics: comparing the men and women of the Islamic state", *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1-29.

Capellan J. A. et Anisin A. (2018), "A distinction without a difference? Examining the causal pathways behind ideologically motivated mass public shootings", *Homicide Studies*, volume 22, numéro 3, pp. 235-255.

Carthy S. L. et Schuurman B. (2024), "Adverse childhood experiences, education, and involvement in terrorist violence: examining mediation and moderation", *Journal of School Psychology*, volume 106, n° 101348.

Chermak S. et Gruenewald J. A. (2015), "Laying a foundation for the criminological examination of right-wing, left-wing, and Al Qaeda-inspired extremism in the United States", *Terrorism and Political Violence*, volume 27, numéro 1, pp. 133-159.

Chorev Halewa H. (2024), "Palestinian lone assailants, 2015-2023: suicide, legitimacy communities and duped attackers", *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1-28.

Cleary S. D. *et al.* (2023), "Pathway to terrorist behaviors: the role of childhood experiences, personality traits, and ideological motivations in a sample of Iraqi prisoners", *Journal of Forensic Sciences*, volume 69, numéro 2, pp. 563-573.

Clemmow C. *et al.* (2020), "Analyzing person-exposure patterns in lone-actor terrorism: implications for threat assessment and intelligence gathering", *Criminology & Public Policy*, volume 19, numéro 2, pp. 451-482.

Clemmow C. *et al.* (2022), "Disaggregating lone-actor grievance-fuelled violence: comparing lone-actor terrorists and mass murderers", *Terrorism and Political Violence*, volume 34, numéro 3, pp. 558-584.

Collins C. J. et Clark J. J. (2021), "Using the TRAP-18 to identify an incel lone-actor terrorist", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 8, numéro 4, p. 159.

Collins C. J. *et al.* (2024), "Incel perpetrated violence: distal and proximal risk factors and pathways", *Deviant Behavior*, volume 47, numéro 2, pp. 1-19.

Corner E. *et al.* (2022), "Assessing the behavioural trajectories of terrorists: the role of psychological resilience", *Dynamics of Asymmetric Conflict*, volume 15, numéro 2, pp. 96-122.

Dao V. *et al.* (2023), "Are adolescents engaged in violent radicalization suicidal?", *Adolescent Psychiatry*, volume 13, numéro 1, pp. 49-61.

Dawson L. L. *et al.* (2025), "A comparative analysis of Canadian and Swedish foreign fighters", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, volume 17, numéro 2, pp. 141-163.

- Dean G. (2007), "Criminal profiling in a terrorism context", in Kocsis R. N. (éd.), *Criminal profiling*, pp. 169-188, Humana Press/Springer Nature, New York.
- Dhumad S. (2023), "Distinguishing lone from group actor terrorists: a comparison of attitudes, ideologies, motivations, and risks", *Journal of Forensic Sciences*, volume 68, numéro 1, pp. 198-206.
- Egan V. et al. (2016), "Can you identify violent extremists using a screening checklist and open-source intelligence alone?", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 3, numéro 1, p. 21.
- El-Omari A. et al. (2025), "Ghosts of future past: a qualitative study on 'radicalisation' through the perspectives of Syria travellers", *Psychiatry, Psychology and Law*, pp. 1-22.
- Ferguson N. et al. (2008), "Crossing the Rubicon: deciding to become a paramilitary in Northern Ireland", *International Journal of Conflict and Violence (IJCIV)*, volume 2, numéro 1, pp. 130-137.
- Freilich J. et al. (2019), "Comparing extremist perpetrators of suicide and non-suicide attacks in the United States", *Terrorism and Political Violence*, volume 31, numéro 5, pp. 943-965.
- Gartenstein-Ross D. et Grossman L. (2009), *Homegrown terrorists in the US and UK: an empirical examination of the radicalization process*, FDD Center for Terrorism Research, Washington DC.
- Gill P. et al. (2017), "Terrorist use of the Internet by the numbers: quantifying behaviors, patterns, and processes", *Criminology & Public Policy*, volume 16, numéro 1, pp. 99-117.
- Goodwill A. et Meloy J. R. (2019), "Visualizing the relationship among indicators for lone actor terrorist attacks: multidimensional scaling and the TRAP-18", *Behavioral Sciences & the Law*, volume 37, numéro 5, pp. 522-539.
- Gruenewald J. et al. (2013), "Distinguishing 'loner' attacks from other domestic extremist violence", *Criminology & Public Policy*, volume 12, numéro 1, pp. 65-91.
- Haugstvedt H. et Koehler D. (2021), "Armed and explosive? An explorative statistical analysis of extremist radicalization cases with military background", *Terrorism and Political Violence*, volume 35, numéro 3, pp. 518-532.
- Horgan J. et Morrison J. F. (2011), "Here to stay? The rising threat of violent dissident Irish republicanism in Northern Ireland", *Terrorism and Political Violence*, volume 23, numéro 4, pp. 642-669.
- Jacques K. et Taylor P. J. (2013), "Myths and realities of female-perpetrated terrorism", *Law and Human Behavior*, volume 37, numéro 1, p. 35.
- Jasko K. et al. (2017), "Quest for significance and violent extremism: the case of domestic radicalization", *Political Psychology*, volume 38, numéro 5, pp. 815-831.
- Jensen M. A. et al. (2024), "Choosing where to fight: do social networks distinguish American ISIS foreign fighters from ISIS-inspired terrorists?", *Journal of Conflict Resolution*, volume 68, numéro 1, pp. 3-29.
- Kanol E. et Hirth M. A. (2024), "Assessing the validity of open-source biographical data in terrorism research", *Terrorism and Political Violence*, volume 37, numéro 6, pp. 815-833.
- Kenyon J. et al. (2023), "Online radicalization: profile and risk analysis of individuals convicted of extremist offences", *Legal and Criminological Psychology*, volume 28, numéro 1, pp. 74-90.
- Kenyon J. et al. (2024a), "An analysis of terrorist attack perpetrators in England and Wales: comparing lone actors, lone dyads, and group actors", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 12, numéro 1, pp. 23-44.
- Kenyon J. et al. (2024b), "Understanding the role of the internet in the process of radicalisation: an analysis of convicted extremists in England and Wales", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 47, numéro 12, pp. 1747-1771.
- Klausen J. et al. (2016), "The terrorist age-crime curve: an analysis of American Islamist terrorist offenders and age-specific propensity for participation in violent and nonviolent incidents", *Social Science Quarterly*, volume 97, numéro 1, pp. 19-32.
- Kleinmann S. M. (2012), "Radicalization of homegrown Sunni militants in the United States: comparing converts and non-converts", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 35, numéro 4, pp. 278-297.
- Kupper J. (2024), "The Hanau terror attack: unraveling the dynamics of mental disorder and extremist beliefs", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 11, numéro 3, pp. 149-185.
- Little R. et al. (2021), "Online self-radicalisation: a case study of cognitive vulnerabilities for radicalization to extremism and single actor terrorism", *Journal of Intellectual Disabilities and Offending Behaviour*, volume 12, numéros 3-4, pp. 112-123.

- Logan M. K. et al. (2022), "Adverse childhood Experiences (ACE), adolescent misconduct, and violent extremism: a comparison of former left-wing and right-wing extremists", *Terrorism and Political Violence*, volume 36, numéro 1, pp. 55-74.
- Meloy J. R. et al. (2015), "Investigating the individual terrorist in Europe", *Journal of Threat Assessment and Management*, volume 2, numéros 3-4, p. 140.
- Milla M. N. et al. (2013), "The impact of leader-follower interactions on the radicalization of terrorists: a case study of the Bali bombers", *Asian Journal of Social Psychology*, volume 16, numéro 2, pp. 92-100.
- Mine B. et al. (2025), "Recidivism among people convicted of terrorism: a survival analysis based on the Belgian Central Criminal Record", *Terrorism and Political Violence*, pp. 1-18.
- Monod G. et al. (2025), "Clinical characteristics of a sample of 90 detainees for jihadist terrorism", *L'Encéphale*, volume 51, numéro 4, pp. 361-367.
- Nassau C. S. (van) et al. (2025), "Radical networks and terrorist action: the importance of social relationships and network positions", *Global Crime*, volume 26, numéro 1, pp. 30-49.
- Neve R. J. et al. (2020), "Radicalisation and travelling to Syria among delinquent youths: a case study from the Netherlands", *Journal for Deradicalization*, volume 22, pp. 249-286.
- Obaidi M. et al. (2023), "Cultural threat perceptions predict violent extremism via need for cognitive closure", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, volume 120, numéro 20, e2213874120.
- Özeren S. et al. (2014), "Whom do they recruit? Profiling and recruitment in the PKK/KCK", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 37, numéro 4, pp. 322-347.
- Perry S. et al. (2017), "Who is the lone terrorist? A study of vehicle-borne attackers in Israel and the West Bank", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 41, numéro 11, pp. 899-913.
- Post J. M. (2000), "Terrorist on trial: the context of political crime", *Journal of the American Academy of Psychiatry and the Law*, volume 28, numéro 2, pp. 171-178.
- Pritchett S. et Moeller, K. (2022), "Can social bonds and social learning theories help explain radical violent extremism?", *Nordic Journal of Criminology*, volume 23, numéro 1, pp. 83-101.
- Pyrooz D. C. et al. (2018), "Cut from the same cloth? A comparative study of domestic extremists and gang members in the United States", *Justice Quarterly*, volume 35, numéro 1, pp. 1-32.
- Rakhshandehroo S. et al. (2025), "Psychopathology in Dutch women with terrorist behaviours: empirical case series study", *BJPsych Open*, volume 11, numéro 3, e87.
- Reinares F. (2004), "Who are the terrorists? Analyzing changes in sociological profile among members of ETA", *Studies in Conflict and Terrorism*, volume 27, numéro 6, pp. 465-488.
- Rolling J. et al. (2022), "Violent radicalization and post-traumatic dissociation: clinical case of a young adolescent girl radicalized", *Frontiers in Psychiatry*, volume 13, pp. 1-11.
- Rose M. M. et Morrison J. (2023), "An exploratory analysis of leakage warning behavior in lone-actor terrorists", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, volume 15, numéro 2, pp. 179-214.
- Rostami A. et al. (2022), "Lone threats: a register-based study of Swedish lone actors", *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, volume 48, numéro 1, pp. 75-94.
- Sarangi S. et Alison L. (2005), "Life story accounts of left wing terrorists in India", *Journal of Investigative Psychology and Offender Profiling*, volume 2, numéro 2, pp. 69-86.
- Schils N. et Verhage, A. (2017), "Understanding how and why young people enter radical or violent extremist groups", *International Journal of Conflict and Violence*, volume 11, a473.
- Schumann S. et al. (2025), "Identifying distinct types of internet use that predict the likelihood of planning or committing a terrorist attack: findings from an analysis of individuals convicted on terrorism (-related) charges in England and Wales", *Computers in Human Behavior*, volume 168, n° 108646.
- Schuurman B. et Carthy S. L. (2023a), "Contextualizing involvement in terrorist violence by considering non-significant findings: using null results and temporal perspectives to better understand radicalization outcomes", *Plos one*, volume 18, numéro 11, e0292941.

Schuurman B. et Carthy S. L. (2023b), "Understanding (non) involvement in terrorist violence: what sets extremists who use terrorist violence apart from those who do not?", *Criminology & Public Policy*, volume 23, numéro 1, pp. 119-52.

Schuurman B. et Carthy S. L. (2023c), "Who commits terrorism alone? Comparing the biographical backgrounds and radicalization dynamics of lone-actor and group-based terrorists", *Crime & Delinquency*, volume 71, numéro 6-7, pp. 2092-2017.

Schuurman B. et Carthy S. L. (2025), "Citizens, extremists, terrorists: comparing radicalized individuals with the general population", *Terrorism and Political Violence*, pp. 1-20.

Schwarzenbach A. et Jensen M. (2024), "Extremists of a feather flock together? Community structures, transitivity, and patterns of homophily in the US Islamist co-offending network", *PLoS one*, volume 19, numéro 6, e0298273.

Screen P. et al. (2025), "The criminal activities and operational roles of Australian neo-jihadists: a network perspective", *Global Crime*, volume 26, numéro 1, pp. 1-29.

Sieckelinck S. et al. (2017), "Transitional journeys into and out of extremism: a biographical approach", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 42, numéro 7, pp. 662-682.

Simi P. et al. A. (2013), "Military experience, identity discrepancies, and far right terrorism: an exploratory analysis", *Studies in Conflict & Terrorism*, volume 36, numéro 8, pp. 654-671.

Snook D. W. et al. (2024), "Dominant predictors of violent versus non-violent terrorist roles among US Muslim converts", *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, volume 16, numéro 1, pp. 84-104.

Stern J. E. (2014), "X: a case study of a Swedish neo-Nazi and his reintegration into Swedish society", *Behavioral Sciences & the Law*, volume 32, numéro 3, pp. 440-453.

Thijs F. et al. (2022), "How unique are terrorist suspects? Investigating similarities and differences between terrorist suspects, their siblings, and other suspects", *European Journal of Criminology*, volume 21, numéro 1, pp. 3-30.

Thijssen G. et al. (2023b), "Understanding violent extremism: identifying motivational classes in male jihadist detainees", *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, volume 19, numéro 15, pp. 1455-1473.

Thijssen G. et al. (2023c), "Understanding violent extremism: socio-demographic, criminal and psychopathological background characteristics of detainees residing in Dutch terrorism wings", *Criminology & Criminal Justice*, volume 23, numéro 2, pp. 290-308.

Thijssen G. et al. (2023d), "Radicalization processes and transitional phases in female and male detainees residing in Dutch terrorism wings", *Behavioral Sciences*, volume 13, numéro 10, p. 877.

Ulaş G. (2024), "Encounters with ISIL-affiliated women: radicalisation process, motivations, and their journey", *Small Wars & Insurgencies*, volume 35, numéro 7, pp. 1233-1259.

Ünal M. C. e Ünal T. (2017), "Recruitment or enlistment? Individual integration into the Turkish Hezbollah", *Turkish Studies*, volume 19, numéro 3, pp. 327-362.

Webber D. et al. (2015), "Divergent paths to martyrdom and significance among suicide attackers", *Terrorism and Political Violence*, volume 29, numéro 5, pp. 852-874.

Windisch S. et al. (2022), "Measuring the extent and nature of adverse childhood experiences (ACE) among former white supremacists", *Terrorism and Political Violence*, volume 34, numéro 6, pp. 1207-1228.

À propos des auteurs

Paul Gill est professeur de sécurité et de criminologie à l'University College London. Ses travaux portent sur les fondements comportementaux de la radicalisation et du terrorisme. Il travaille actuellement à l'élaboration d'une base de données probantes sur les facteurs de risque et de protection liés à l'extrémisme violent, à la mise au point de mesures de l'extrémisme violent, à l'évaluation des processus d'évaluation et de gestion des risques et à la lutte contre les menaces internes. Récemment, il a dirigé des projets financés par divers bailleurs de fonds, notamment le Conseil européen de la recherche, le National Counterterrorism Innovation, Technology, and Education Center (NCITE), le ministère de l'Intérieur britannique et le Centre de recherche en économie et statistique (CREST). Ses projets antérieurs portaient sur divers aspects du comportement terroriste, notamment le développement d'engins explosifs improvisés, les structures des réseaux terroristes, le terrorisme solitaire, les menaces internes, la violence domestique et les fusillades dans les écoles. Sa thèse de doctorat portait sur les motivations individuelles et organisationnelles sous-jacentes aux attentats-suicides. Cette recherche a remporté le prix Jean Blondel de la meilleure thèse de doctorat en sciences politiques en Europe pour 2010. Il a publié dans des revues de psychologie, de criminologie et de sciences politiques de premier plan et son dernier ouvrage coédité sur l'évaluation et la gestion des risques liés à l'extrémisme violent est publié par University College London Press. Au cours des deux dernières années, Paul Gill a tenu des séances d'information à la Maison-Blanche, à Quantico (EU), à la Sécurité publique Canada, au ministère de l'Intérieur britannique, à la Commission norvégienne sur l'extrémisme, à l'Association européenne des professionnels de l'évaluation des menaces, à Europol et à la police suédoise, entre autres. Il a remporté le prix 2024 Distinguished Achievement Award de l'Association of Threat Assessment Professionals.

Caitlin Clemmow est directrice du laboratoire de recherche Jill Dando Institute Research Laboratory (JDIRL), à l'University College London (UCL) et membre senior du groupe de recherche sur la lutte contre le terrorisme de l'UCL. Ses recherches appliquent les sciences comportementales et des méthodes analytiques avancées pour comprendre la violence et les crimes motivés par des griefs, notamment l'extrémisme violent, la violence domestique, la violence grave chez les jeunes, les menaces internes et les infractions commises par des individus isolés. Elle possède une expertise particulière dans l'identification et la synthèse des facteurs de risque et de protection, le développement et la validation d'outils d'évaluation, et l'utilisation éthique de données sensibles dans le cadre de la recherche appliquée. Caitlin Clemmow a dirigé et contribué à un large éventail de projets de recherche majeurs au Royaume-Uni et à l'échelle internationale, financés par le Youth Endowment Fund, le ministère de l'Intérieur britannique, le Centre de recherche et de preuve sur les menaces à la sécurité (ESRC-CREST) et le département américain de la Sécurité intérieure. Elle possède une vaste expérience dans la réalisation d'examen systématiques, de synthèses de données probantes et de recherches axées sur les politiques afin de soutenir les pratiques de prévention, de protection et de gestion des risques. Ses travaux ont été publiés dans des revues de premier plan, notamment *Terrorism and Political Violence*, *Psychology of Violence*, *Justice Quarterly* et *Criminology & Public Policy*. Parallèlement à ses recherches, elle possède une expérience considérable dans le domaine de l'engagement entre universitaires et praticiens et dans l'enseignement doctoral en sciences criminelles.

Zoe Marchment est chercheuse principale au département de sécurité et de criminologie de l'University College London. Ses recherches portent sur l'extrémisme violent, le terrorisme et les actes de violence graves, avec une expertise particulière dans l'analyse spatiale, l'évaluation des risques et la synthèse des preuves. Elle a dirigé et contribué à des revues systématiques, des méta-analyses et des évaluations appliquées examinant les facteurs de risque, les processus décisionnels et l'efficacité des interventions dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, de la violence domestique et de la violence chez les jeunes. Le Dr Marchment a beaucoup travaillé avec des partenaires politiques britanniques et internationaux, notamment le ministère de l'Intérieur britannique, le Bureau national de sécurité antiterroriste, le Centre de recherche et de preuve sur les menaces à la sécurité (CREST), le Youth Endowment Fund et le département américain de la Sécurité intérieure. Elle a été cochercheuse principale pour les évaluations du programme Channel et le développement d'outils de jugement professionnel structuré, et a joué un rôle central dans de multiples évaluations rapides de preuves et examens à grande échelle. Ses recherches ont été publiées dans des revues telles que *Crime Science*, *Journal of Quantitative Criminology*, *Studies in Conflict & Terrorism* et *Applied Geography*, et elle apporte une solide expertise en matière de méthodologie et de traduction des politiques aux équipes de recherche interdisciplinaires.

Depuis plus de 40 ans, le Conseil de l'Europe s'efforce d'élaborer et de renforcer les normes juridiques essentielles pour prévenir et réprimer les actes de terrorisme. Grâce à une approche globale, l'Organisation aide les États membres à lutter plus efficacement contre le terrorisme en renforçant et en améliorant leur législation nationale, facilitant ainsi la coopération internationale. Dans le plein respect des droits humains et de l'État de droit, le Conseil de l'Europe oeuvre sans relâche à traduire les terroristes en justice et à renforcer la coopération internationale.

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en oeuvre de la Convention dans les États membres.